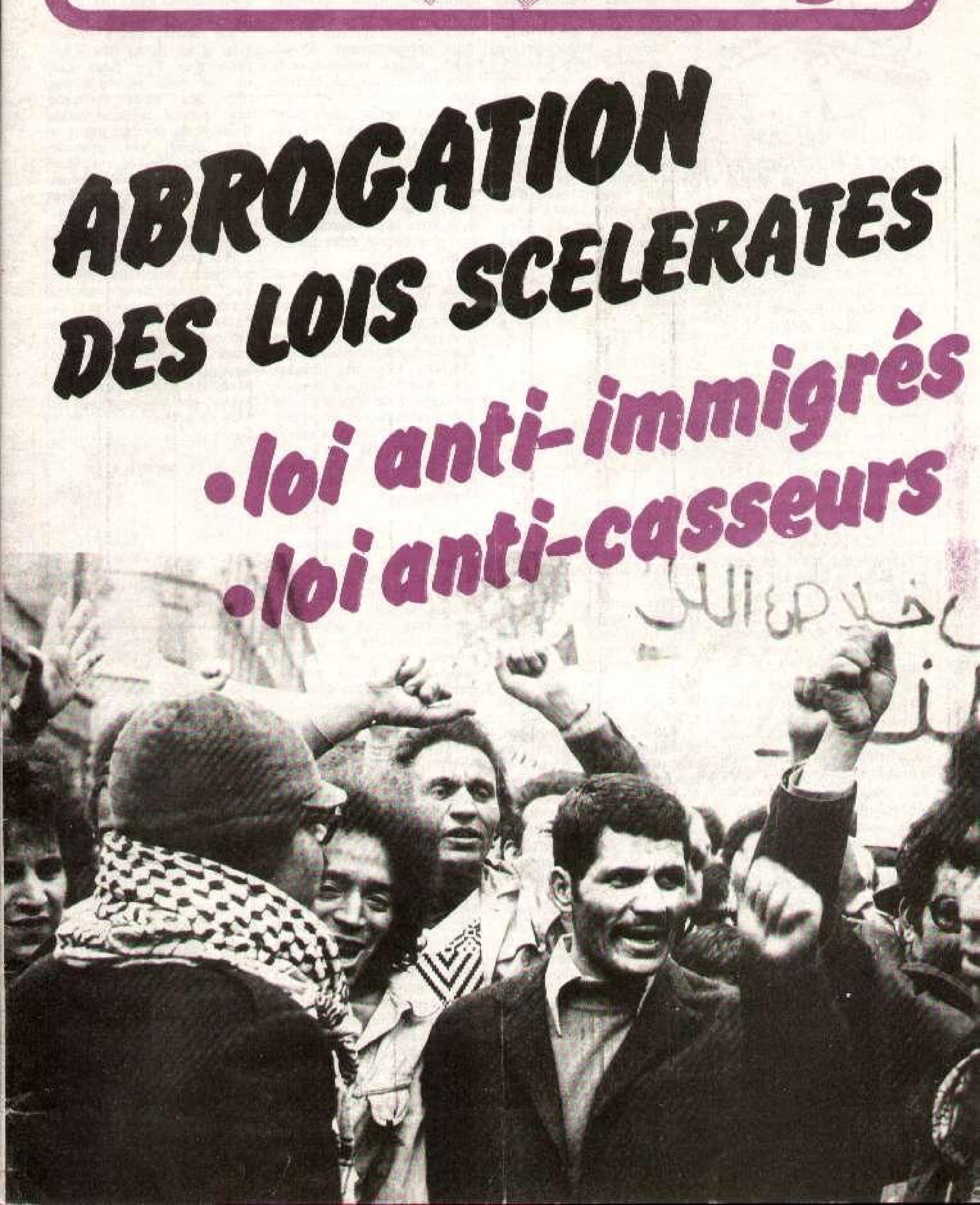
BIMENSUEL 3 F No 56 du 6 juin au 27 juin 1979. Supplément à l'Humanité rouge No 1 106.

l'Humanité Rouge



Courrier des lecteurs



«Quelle défense pour l'Europe ?»

J'ai été déçu par le dossier Europe du bimensuel No 55. Il a, à mon avis, des relents de deuxième Congrès.

Ce qui m'a fait sursauter dans ce dossier, c'est l'article de Jean Schubert : *« Quelle défense pour l'Europe »*. Parlant des problèmes militaires, il affirme que *« L'union fait la force »*, que cela ne peut être une simple addition mais une véritable *« unification »*, il donne un exemple : il y a dix-sept modèles de chars et les obus ne sont pas interchangeables, des *« calculs ont établi que les armes dont dispose actuellement l'Europe des neuf seraient 30 à 50 % plus efficaces si elles étaient standardisées »*.

Et il écrit ça le plus tranquillement du monde sans que lui effleure l'idée que ces chars pourraient tourner leurs canons sur les poitrines de prolétaires, que la standardisation, ça veut dire aussi que si un mouvement révolutionnaire éclate dans un pays, les bourgeoisies européenne pourront plus efficacement le réprimer. Ça me parait vraiment irresponsable.

S'il y a des questions qu'on maitrise mal, mieux vaut les laisser ouvertes à la réflexion des lecteurs, sans trancher.

En conclusion, je pense que dans notre propagande sur l'Europe, il faut insister sur l'unité des prolétariats européens, et ceci vaut non seulement pour la lutte contre le capital européen, mais aussi contre les deux superpuissances.

Tu as parfaitement raison de souligner que l'armée bourgeoise est le pilier et le rempart de l'État bourgeois et l'élément essentiel de son appareil répressif. Il a également parfaitement raison d'insister sur l'unité des prolétariats. Et en dépit de notre contradiction *fondamentale* avec la bourgeoisie, il faut bien en tenir compte, même si nous ne devons pas lui accorder la moindre confiance tout en sachant que seule la guerre populaire, que la bourgeoisie est incapable de conduire, peut venir à bout d'un agresseur impérialiste et déboucher sur une issue favorable aux intérêts des travailleurs.

J. SCHUBERT

«Pourquoi ce silence à propos de certaines listes ?»

Je lis dans l'*Humanité rouge* :

« Il est tout à fait impossible d'appeler à soutenir une quelconque autre liste, tant leurs orientations vont à l'encontre des intérêts des travailleurs et des peuples européens ».

Aussi appelons-nous à voter nul. Nous expliquons aussi que nous ne présentons pas de liste car il faudrait au moins trois millions de francs lourds pour assumer la campagne.

Alors, premièrement, pourquoi ce silence à propos de certaines listes, en particulier la liste Europe-écologie. Je connais un certain nombre de gens de gauche qui, écœurés par le PS et le PC et méfiants vis-à-vis de la liste trotskiste, voteront Europe Écologie.

J'ai appuyé cette intention et j'ai même le désir de voter pour eux car ils ont mené une campagne active contre la barre des 5 % et leur programme, même s'il présente des carences, me semble intéressant.

Deuxièmement, nous-mêmes n'avons pas constitué de liste faute de moyens. Mais qu'avons-nous fait pour surmonter ce handicap ? Rien. Avons-nous essayé de constituer un front pour dénoncer l'iniquité du système électoral ? Apparemment non ! Avons-nous essayé de passer des compromis (par exemple avec Europe Écologie) pour combattre ce système ? Non plus apparemment. Quasiment, nous reconnaissons cela comme un fait accompli.

Est-il exclu que nous ne passions jamais des accords tactiques avec d'autres organisations ? Personnellement, ici, il me semble que cela aurait pu au moins être tenté car, encore une fois, nous apparaissons comme absents de cette bataille-là.

Troisièmement, même si nous ne souhaitons pas ce genre de tactique, n'aurions-nous pas pu mettre sur pied une liste et faire comme Europe Écologie, c'est-à-dire ne faire imprimer uniquement des bulletins que pour les bureaux de vote et passer des communiqués de presse payés dans certains journaux pour remplacer les professions de foi ? L'argument des trois millions ne tient pas.

Europe Écologie, qui ne les a pas, a su transiger et trouver une solution de compromis et pas nous.

Personnellement, tout cela me déçoit car j'aurais aimé que nous profitions de ces élections pour faire entendre notre voix (même faiblement). Il me semble que l'audience du parti en aurait été accrue.

Pierre. Lille.

La citation que tu rappelles au début de ta lettre ne concernait pas la liste Europe Écologie : celle-ci n'était pas encore connue lorsque nous avons arrêté notre position. Cela dit, même si nous avons une sympathie certaine pour les objectifs du mouvement écologiste, nous n'avons pas appelé à soutenir cette liste. En effet, les élections au suffrage universel du Parlement européen posent un problème politique de fond que la liste écologiste ne prend pas en compte : il s'agit du lien entre la lutte contre les deux superpuissances (notamment contre les préparatifs militaires de l'URSS) et la lutte contre le capital monopoleur européen.

Il ne s'agit pas là d'une litanie de notre part, d'une sorte de toile de fond de nos activités, il s'agit de l'axe de notre politique et ce n'est surtout pas à l'occasion d'un débat sur l'Europe que l'on peut s'en écarter. Cela ne veut pas dire que nous excluons tout accord tactique, mais il ne nous semble pas que cela aurait été possible pour cette fois-ci avec Europe Écologie, qui d'ailleurs, désire se démarquer nettement de tout mouvement politique, du moins pour ce que j'en sais.

Tu regrettes par ailleurs que notre campagne ait été insuffisante. Nous sommes d'accord avec toi sur ce point, mais, vraiment, nos difficultés financières et la campagne pour l'emploi que nous menons nous a empêché de porter notre campagne sur l'Europe au niveau nécessaire.

Henri JOUR

Faites comme eux, souscrivez à l'Humanité rouge



l'Humanité Rouge

ORGANE CENTRAL DU PCML

Sommaire





Directeur politique : Jacques Jurquet. *Rédacteur en chef :* Henri Jour. *Rédacteurs :* Michel Bataille, Henri Berthault, Annie Brunel, Léon Cladel, Pierre Delaube, Estelle Delmas, Jacques Duroc, Joël Fabien, Catherine Lemaire, Pierre Marceau, Jean Schubert. *Secrétaire de rédaction et maquettiste :* Guy Lanrivain. *Administration :* Arthur Lepuy, Henri Bernard, Sophie Retz. *Imprimerie La Nouvelle. Directeur de publication :* André Druesne.

L'Humanité rouge BP 201 - 75926 Paris Cédex 19 CCP : 3022672 D La Source. Commission paritaire No 57952 Distribution NMPP. Dépôt légal 2e trimestre 1979. Directeur de publication : André Druesne. Imprimerie La Nouvelle.

NOTRE NOUVELLE ADRESSE :

L'Humanité rouge
BP 201 - 75926 Paris Cédex 19
CCP : 3022672 D La Source
Tel : 205 51 10



ELECTIONS EUROPENNES

L'essentiel n'a pas été dit

Deux semaines de campagne officielle. Des mois de débat. Une présence atteignant la saturation sur les écrans, les ondes, dans la presse et tout ça pour quoi ? De l'Europe elle-même, il aura été fort peu question au cours de l'affrontement politique qui vient de se dérouler dans notre pays. Bien plus que d'unité européenne, c'est de la France dont on nous a parlé, et de politique intérieure.

Il ne manque pas de raisons à cela. Et d'abord la gravité de la situation intérieure. Il est certain que pour les millions de travailleurs qui ont à souffrir du chômage, de la baisse des salaires, de la ruine des exploitations agricoles, la source de tous ces problèmes est connue et proche, elle tient en deux noms tristement célèbres : Giscard-Barre. Sinistre duo dont l'activité est synonyme de tous les méfaits capitalistes.

A côté de cela, l'Europe parait bien lointaine même si chacun a conscience que les capitalistes ne construisent pas l'Europe pour le plaisir. S'ils prennent la peine de s'unir à neuf et bientôt à douze, ça ne peut être que pour accentuer cette politique qui leur profite tant.

A cela, il faut ajouter les préoccupations politiciennes des quatre partis qui monopolisent le devant de la scène.

L'élection du 10 juin est le premier scrutin proportionnel depuis 1956. C'est-à-dire que chacun, dans la majorité comme dans l'opposition, trouve ici l'occasion de faire le compte de son influence, ce que ne permet pas vraiment le scrutin uninominal à deux tours en vigueur dans les autres compétitions électorales.

Notons au passage que cette proportionnelle est complètement tronquée. En effet, d'un commun accord, les représentants de la bande des quatre à l'Assemblée nationale ont imposé à l'éligibilité un seuil minimum de 5 % des voix, ce qui leur permet de se partager entre eux, à l'exclusion de tout autre parti, les sièges au Parlement européen.

Pour l'UDF et le RPR, le PCF et le PS, ce sont les grandes manœuvres en vue des présidentielles de 1981. Bref, hormis quelques slogans, ils auront moins discuté de l'Europe qu'ils n'auront occupé le temps à se disputer les électeurs, dont la répartition fixera les nouveaux rapports de force entre partis.

Pour preuve de l'étroitesse du débat politique, on peut rappeler le peu de place qu'y aura trouvé la situation internationale. Et pourtant, si l'unité politique européenne, même faite par des capitalistes, présente un intérêt, c'est bien au regard de ce qui se passe dans le monde. Une Europe unie, pour échapper au double danger d'hégémonie, celui connu venu de l'Ouest et celui, de plus en plus menaçant derrière les discours de paix, qui vient de l'Est.

Mitterrand et Veil n'ont pas complètement escamoté la question comme l'a fait Marchais (imité par Chirac, ou l'inverse), tout occupé à pourfendre le Teuton.

Mais avec quelle discrétion ils l'ont évoquée. Ainsi, les débats sur le thème de l'indépendance nationale se sont enlisés dans des discussions qui auraient été d'actualité il y a trente ans quand la bourgeoisie s'aplatissait devant Hitler.

Ceux qui menacent l'indépendance et la paix, ce n'est plus au sein de l'Europe de l'Ouest qu'il faut les rechercher. Et ce n'est pas seulement un pays qui est menacé, pas seulement la France. C'est tous ensemble avec leur potentiel industriel, technologique, agricole et humain que les pays européens sont convoités. La possession de l'Europe, voilà ce qui, en définitive, pourrait départager les deux superpuissances dans la course à l'hégémonie mondiale à laquelle elles se livrent sous toutes les latitudes. Bien entendu, tous les pays d'Europe de l'Ouest ont partie liée dans la défense de l'indépendance. En prendre conscience, c'est comprendre qu'ils doivent être solidaires.

Voilà pourquoi nous considérons comme positif le resserrement des liens qui s'effectue entre pays européens. Même limité, il constitue un obstacle aux manœuvres de l'impérialisme soviétique comme il a contribué déjà à réduire la domination de l'impérialisme américain.

Pierre MARCEAU

Gagner la bataille de la souscription et de la diffusion

Dans notre numéro 52, c'est-à-dire il y a deux mois, nous lancions ici un pressant appel à la souscription. Depuis, la situation financière s'est encore aggravée. Les salaires des rédacteurs et des ouvriers de l'imprimerie ne sont payés qu'au compte-gouttes et les dettes de charges sociales et des fournisseurs s'accumulent.

Aujourd'hui, la souscription s'est accélérée un peu et s'élève à douze millions de centimes. Mais nous recevons encore trop peu de vos contributions financières.

40 millions de centimes fin juin. Tel est l'objectif minimum qui doit être impérativement atteint pour desserrer un peu l'étau de nos difficultés. Encore que les efforts devront être poursuivis car la période de l'été est toujours une période difficile car, bien que nous ne faisions pas paraître le quotidien et seulement un numéro du bimensuel en juillet et en août, les dettes fournisseurs et les salaires doivent être payés. Précisons que cette solution immédiate que constitue l'appel à votre aide financière et qui est aujourd'hui *vitale et indispensable*, ne nous satisfait point. Loin de là.

Au contraire, il nous semble que la véritable solution réside dans l'augmentation sustantielle de la vente militante de notre *Humanité rouge* bimensuelle. Pour cette bataille prolongée que nous devons mener tous ensemble, nous appelons chaque camarade, chaque lecteur à tenir son poste et à faire preuve d'initiative. La victoire de la diffusion, à commencer par celle de la diffusion de masse de ce numéro lors du week-end des 9 et 10 juin, sera notre victoire à tous et à toutes.

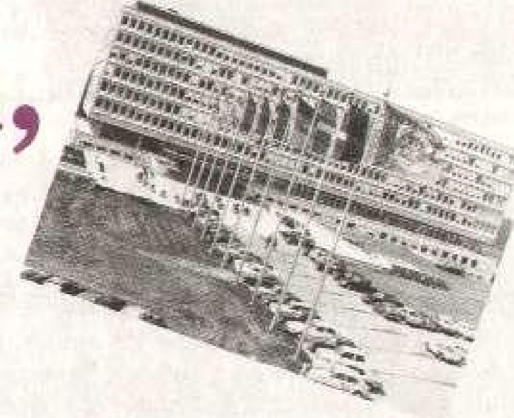
Alors bon courage et en avant !

Emile Rebière.

EDITORIAL

Elections européennes

Le 10 juin, vote nul !



Paradoxe : on aura finalement assez peu parlé de l'Europe et de l'enjeu qu'elle représente au cours de cette campagne pour l'élection du Parlement européen, du moins en France. Il est frappant de constater l'étrange ressemblance des affiches du RPR et du PCF, de l'UDF et du PS : que de cocoricos, que de bleu, blanc et rouge, que de chauvinisme. On a voulu faire adopter aux électeurs le point de vue des maîtres de la finance et de l'industrie qui n'envisageait l'Europe qu'à travers la concurrence et les profits : chacun voulant bien des profits mais réclamant plus ou moins de garanties face à la concurrence du voisin puissant, surtout allemand.

Pourquoi la classe ouvrière et tous les travailleurs devraient-ils se placer d'un tel point de vue ?

Asservis par les capitalistes, les exploités doivent avoir leur autonomie d'appréciation des événements : la construction européenne dont l'élection au suffrage universel du Parlement européen est une étape importante est-elle un facteur favorable ou défavorable à la lutte pour la paix, l'indépendance et la libération sociale ?

Etant donné que depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, Américains et Soviétiques se sont partagés les zones d'influence en Europe et continuent à se disputer le contrôle de l'Europe toute entière, il est difficile de faire comme si les menaces colossales qu'ils font peser sur la paix, n'existaient pas.

Or, face au contrôle des deux superpuissances, face à leur rivalité qui fait de l'Europe la poudrière du monde tant les armements qui y sont concentrés sont considérables, l'édification d'une Union européenne qui unit étroitement le sort de neuf et bientôt de douze pays petits et moyens, est, qu'on le veuille ou non, un facteur de résistance et donc de paix. Et force est de constater que la politique « pure et dure » qui dit, sur divers modes, non à l'Europe unie tant qu'elle est capitaliste, rejoint les préoccupations des superpuissances notamment de l'impérialisme soviétique.

Etre pour l'union indispensable des pays européens face aux menaces agressives que fait peser sur eux l'URSS, ne veut pas dire pour autant abandonner la lutte de classe des exploités et des opprimés contre la classe qui tient le haut du pavé et fait la loi dans les neuf du Marché commun. Si on avait oublié le contenu dictatorial, arbitraire, policier de la domination capitaliste dans notre pays même, les lois scélérates, fascisantes dans leur nature, appliquées ces derniers jours, sont là pour nous le rappeler.

A la veille des élections européennes pour la construction d'une Europe qui se prétend, dans les textes, « démocratique » et soucieuse des intérêts des travailleurs, dès lors, peut-on cautionner des partis qui défendent ou couvrent une telle politique tels l'UDF et le RPR ? Peut-on soutenir un parti qui ne promet rien de mieux, tel le PS dont Mitterrand dit qu'il a plus de points communs que de différences avec les Schmidt et les Callaghan ?

Peut-on soutenir le parti de Georges Marchais qui va dans le sens des intérêts de l'URSS en même temps qu'il alimente l'esprit chauvin !

C'est parce que nous sommes favorables à l'Europe contre les superpuissances mais parce que nous refusons de soutenir des partis qui ont partie liée avec le système d'exploitation et d'oppression, que nous avons appelé à voter nul le 10 juin. Bien entendu, nous aurions préféré présenter notre propre liste. Cependant, les moyens financiers exorbitants exigés ont, *de fait*, écarté notre parti de la campagne.

Henri JOUR.



Manifestation le 24 mai à l'appel de l'URP-CFDT.

Quand la justice passe ... ... les libertés en prennent un coup

En 1914-1918, l'état-major faisait fusiller pour l'exemple, afin de reprendre en main les troupes révoltées par la boucherie impérialiste.

En 1979, on emprisonne pour l'exemple. Bien sûr, les peines ne sont pas comparables. Mais c'est la même logique, la même « justice » qui est à l'œuvre. Avec toujours comme mobile la défense à tout prix (au prix de l'injustice et du mensonge) de l'ordre bourgeois. Aujourd'hui, ce qui est visé, c'est tout simplement le droit de manifester, de s'opposer à la malfaisance des hommes du pouvoir.

« *Faux témoignages* », « *rapports truqués* », « *dossiers fabriqués* », tels sont les termes utilisés par les avocats des sept condamnés du 23 mars comparaissant le 1er juin devant la dixième chambre de la cour d'appel de Paris. Rien de tout cela n'aura ébranlé l'obstination des juges qui confirmèrent (avec une légère b.. sse) les lourdes condamnations prononcées, deux mois plus tôt, au cours d'une procédure en flagrant délit.

Le pouvoir voulait des têtes, il les a eues. La justice est passée, les sentences sont tombées. Au total, plus de dix ans d'emprisonnement dont cinquante et un mois fermes pour ces sept-là. Pourtant, entre le jugement en première instance et l'appel, les révélations n'ont pas manqué, qui venaient ruiner complètement l'accusation. Par exemple, l'aveu du brigadier Kayser, flic en blouson et baskets, infiltré dans la manifestation du 23 mars. Celui-ci admet au cours d'une confrontation que les rapports qui servent de fondement à l'accusation ont été fabriqués de bric et de broc. « *J'ai été obligé d'amalgamer..., contraint de condenser tout ce qui m'a été apporté. Ce qui a donné lieu à une certaine confusion* ». Confusion, le mot est faible quand il s'agit de banques incendiées là où elles n'existent pas, de grilles d'arbres arrachées dans des rues sans arbre, de coupables vus en train de casser à l'heure où ils étaient dans un fauteuil de cinéma. Les invraisemblances et les contradictions comptent peu quand la conviction intime des juges fait office de preuve.

Mais les choses ne s'arrêtent pas là. Après les inculpés du 23 mars, il y a eu ceux du Premier Mai, puis ceux du 10 mai encore à Paris, et ceux du 18 mai à Longwy. A chaque fois, il s'agit de la même chose : participation (même fortuite) à une manifestation et dans certains cas, légitime révolte contre les brutalités policères.

A ce jour, seuls les cinq inculpés de Longwy ont été relaxés. Il faut dire qu'en Lorraine, le pouvoir commence à savoir jusqu'où il ne faut pas aller trop loin. Ailleurs, il n'en va pas de même. Serge July, rédacteur en chef du quotidien *Libération* est inculpé de « provocation au meurtre » pour avoir qualifié de provocation à la violence l'attitude des juges qui ont prononcé en connaissance de mauvaise cause ces jugements iniques. Faits que n'ont pas manqué de souligner bien d'autres voix — dans les médias — plus policées peut-être.

Et les basses œuvres du pouvoir continuent. Les forces de l'ordre redoublent d'activité dans leurs interventions contre les travailleurs. Ce fut le cas récemment contre ceux de la Solmer, des Arsenaux. Le ministre de l'armée, Bourges, menace de poursuites judiciaires et de procédures disciplinaires les ouvriers de l'arsenal de Cherbourg. Les CRS expulsent les travailleurs immigrés de leurs foyers. Et puis d'anciens légionnaires font brûler vifs des immigrés à Orange, des fascistes torturent une militante à Caen.

Mais rassurez-vous, la justice veille. Au même moment où des jeunes, pris en otage par le pouvoir, sont condamnés sans preuve, le tribunal de grande instance d'Orléans vient de montrer dans quel sens s'exerce la clémence. Un certain Bednarz qui avait tiré un coup de feu sur le visage d'un Marocain, vendeur ambulant, « pour lui faire peur » était condamné à trois mois de prison et cinq avec sursis. Les libertés sont bien gardées.

Pierre MARCEAU.

Abrogation de la loi anti-casseurs !

C'est le 8 avril 1970 que le gouvernement Chaban-Delmas présentait un projet de loi « tendant à réprimer certaines nouvelles formes de délinquance ». Ce projet était adopté au tout début mai de la même année. La loi anti-casseurs était née. Avec cette loi, le pouvoir avouait ouvertement qu'il voulait que ne se renouvellent pas des événements semblables à ceux de mai-juin 1968.

L'article principal de cette loi est l'article premier dont voici un extrait : « *Lorsque, du fait d'une action menée à force ouverte par un groupe, des violences ou voies de fait auront été commises contre les personnes ou que les destructions ou dégradations auront été causées aux biens, les chefs ou organisateurs de ces groupes, ainsi que ceux qui y ont participé seront punis, sans préjudice de l'application des peines plus fortes prévues par la loi, d'un emprisonnement d'un à cinq ans (...)*

(...) Les personnes reconnues coupables de délits définis aux alinéas précédents seront responsables des dommages corporels ou matériels mentionnés aux mêmes alinéas.

Parmi les victimes notoires de cette loi scélérate, citons : cinq paysans du Pellerin en Bretagne qui avaient manifesté contre la centrale de cette commune. Des patriotes corses ont été condamnés au titre de cette loi.

DOSSIER

Ce qu'il reste des droits de l'Homme quand on est immigré !

réalisé par Henri Mazereau

Le nombre des immigrés en France en 1977 était de 4 237 000, ce qui correspond à 7,7 % de la population de notre pays.

Plus de la moitié de ces immigrés viennent du Maghreb et de l'Europe du Sud. Algériens : 884 300. Portugais : 858 900. Italiens : 558 200. Espagnols : 531 400. Marocains : 322 000. Tunisiens : 267 500. Polonais : 86 400. Yougoslaves : 77 800.



Les boulots les moins rémunérés...
... des conditions d. ' .gement scandaleuses.



Concentrés dans trois régions principales

Les travailleurs immigrés sont concentrés plus particulièrement dans trois régions qui regroupent près de 59 % d'entre eux. Il s'agit de la région parisienne, de la région Rhône-Alpes et de la région Provence-Côte-d'Azur. Dans ces régions, les travailleurs immigrés habitent les villes les plus ouvrières comme Nanterre, Colombes, Gennevilliers, par exemple, pour la région parisienne.

Et dans quelques secteurs économiques

Les travailleurs immigrés sont concentrés dans quelques secteurs de l'économie. Il y a 1,9 million de travailleurs immigrés dit « actifs ». 490 000 (32,7 %) travaillent dans le bâtiment et les travaux publics, 540 000 dans les industries de transformation des métaux (dont 170 000 dans la construction automobile), 280 000 dans les autres industries de transformation. Enfin, 180 000 travaillent dans le commerce.



92 % sont ouvriers

Sur 100 salariés, 92 sont ouvriers, 5 employés, 3 cadres ou agents de maîtrise (contre respectivement 59, 23 et 18 pour les travailleurs français).

Sur 100 ouvriers immigrés, 21 sont manœuvres, 46 sont OS et 33 ouvriers qualifiés.

Ils touchent des salaires inférieurs à ceux des Français

Les immigrés travaillent dans leur ensemble dans des branches industrielles où le salaire moyen est le plus faible. Les immigrés constituent pour les capitalistes une source de plus-value élevée. A travail égal, les immigrés touchent en moyenne un salaire inférieur de 17,4 % au salaire des travailleurs français.

De juin 1974 à 1975, l'augmentation des « demandeurs d'emploi » immigrés a été de 163,3 % contre 88,3 % pour des travailleurs français. Entre septembre 1976 et septembre 1978, le nombre des « demandeurs d'emploi » a augmenté de 51 % alors que l'augmentation générale était, durant la même période, de 36,9 %. Les nationalités les plus touchées par le chômage sont celles n'appartenant pas à la CEE. Durant la période indiquée, le chômage a augmenté de 60,9 % pour les Marocains, de 60,2 % pour les Algériens, de 51,9 % pour les Tunisiens. Les gros bataillons de chômeurs sont constitués par les Maghrébins allant de 25 à 49 ans.

Beaucoup d'immigrés travaillant dans de petites entreprises sont soumis à une exploitation honteuse. Il est courant que dans ces entreprises les fiches de paie soient truquées, que ces travailleurs ne soient pas déclarés et ne bénéficient pas des prestations sociales, que les accidents du travail ne soient pas déclarés.

Or, 22 % des accidents du travail ont pour victimes des immigrés. La moyenne des accidents du travail est de 8,9 % pour l'ensemble des salariés. Dans le bâtiment et les travaux publics, ce pourcentage atteint 38 % et 20 % dans la métallurgie. Les causes de cette « prédisposition » aux accidents sont diverses : les immigrés font les travaux les plus pénibles et les plus dangereux, ont des horaires difficiles, n'ont pas de formation adéquate, etc.

Le logement : reflet de leur situation de parias

15 % des 4,2 millions d'immigrés vivent, selon l'INSEE (organisme officielle de statistiques), dans des logements corrects (dont 6 % seulement en HLM). Les autres habitent des logements de fortune : bidonvilles, foyers-hôtels, cités de transit, etc. D'après le ministère de l'intérieur lui-même, 78 % des logements occupés par les travailleurs immigrés sont surpeuplés. La suppression des bidonvilles au début des années 1970 n'a abouti qu'à accroitre le nombre et la population des cités de transit. Celles-ci qui devaient être un habitat très temporaire durent, en définitive, depuis des années et ne sont pas prêtes d'être résorbées.

Le vol sur les prestations sociales

Les familles immigrées résidant à l'étranger reçoivent des prestations sociales inférieures de trois à quatre fois celle des familles françaises. Cette discrimination est plus particulière aux Arabes et Africains et moindre, comparativement, pour les immigrés venus de pays d'Europe.

Enquête de Henri MAZEREAU

A propos d'une loi scélérate

Le racisme organisé

Le projet initial

Depuis plusieurs mois, le gouvernement a décidé de revoir l'ensemble de sa politique à l'égard des travailleurs immigrés. La crise politique, le chômage, l'ont incité à cette révision. Celle-ci a lieu dans un sens ultra-répressif à l'aide de mesures d'exception qui privent les travailleurs immigrés de tout droit et qui les livrent pieds et poings liés à l'arbitraire de la police et des préfets. Sans doute pour éviter de susciter une levée de protestations de l'opinion démocratique de notre pays, le pouvoir ne présente pas devant les Chambres des députés et sénateurs un projet de loi global, mais cinq projets différents et partiels : le projet Barre-Bonnet qui a été discuté au début de la semaine dernière par les députés, un nouveau projet concernant l'« *aide au retour* » et enfin deux projets sur le logement des immigrés.

Dans l'exposé des motifs, texte introductif au projet de loi, Barre et Bonnet expliquent la raison de ce projet : « *Les autorités responsables ne détiennent pas les moyens juridiques et pratiques de coercition nécessaire à la défense de l'intérêt national* ».

Si justement, il est une catégorie de la population dans notre pays dont les droits sont déjà étroitement corsetés, restreints et bafoués, c'est bien les travailleurs immigrés. Ce préambule parle de coercition mais il faut comprendre arbitraire et lois d'exception, pousser davantage la répression des immigrés dans l'état actuel des choses ne peut déboucher que sur l'arbitraire. Ceci est fait au nom de l'intérêt national, terme sous lequel se cache l'intérêt des capitalistes qui trouvent là un moyen de détourner sur les immigrés la responsabilité du chômage, le revers de cet « intérêt national » étant aussi la xénophobie.

Les restrictions à l'entrée en France

Une législation d'exception, tel est en effet ce qui attend l'étranger, l'immigré à son arrivée en France. Pour y entrer, il devra, outre les visas et papiers déjà obligatoires, « *disposer de moyens d'existence suffisants* ». De plus, l'entrée en France « *peut être refusée à tout étranger dont la présence constituerait une menace pour l'ordre public* ». Ces notions de « *ressources suffisantes* » et de « *menaces de l'ordre public* » visent les travailleurs immigrés qui viennent chercher du travail en France et les réfugiés politiques qui réclament le droit d'asile. Elles peuvent permettre les interprétations les plus arbitraires et instituent une législation des plus dangereuse.

Les prétextes passe-partout des menaces contre l'ordre et le crédit public

Le projet prévoit aussi plusieurs mesures du même genre contre les immigrés déjà entrés ou installés en France.

« *Le ministre de l'intérieur peut prononcer par arrêté l'expulsion d'un étranger... dans les cas suivants :*

1) Si la présence de cet étranger constitue une menace pour l'ordre public ou le crédit public ;

2) Si un étranger est trouvé en possession d'un titre de séjour falsifié, altéré ou établi sous un autre nom que le sien.

Dans ce cas aussi, la notion de « *menace pour l'ordre public* » et celle, très curieuse, de « *menace pour le crédit public* » sont extensibles à souhait et permettent donc aux préfet d'expulser les immigrés et étrangers indésirables « *sans autre forme de procès* ». Ces mesures indiquent très clairement que l'expulsion désormais ne sera plus même subordonnée à une décision de justice et donc à la conséquence d'un délit. L'expulsion sera décidée par la police quand bon lui semblera, quand elle le voudra, sans avoir à justifier devant la loi. Les immigrés sont donc, c'est le cas de le dire, hors la loi.

Des camps administratifs

Le projet Barre-Bonnet légalise l'internement arbitraire. « *L'étranger qui n'est pas en mesure de déférer immédiatement à la décision lui refusant l'autorisation d'entrer ou de séjourner sur le territoire français peut être maintenu dans des locaux ne relevant pas de l'administration pénitentiaire pendant le temps strictement nécessaire* * *à son départ* ». (souligné par nous).

Parlant de cette instauration de camps administratifs, le MRAP indique dans un communiqué : « *Cette pratique utilisée durant l'occupation nazie, puis durant la guerre d'Algérie a toujours suscité la réprobation de tous ceux qui voient dans l'État de droit la garantie indispensable pour les libertés publiques. Il s'agit ici de garder en détention, hors de tout contrôle judiciaire, des personnes qui n'ont commis aucun délit mais dont l'administration aura jugé par exemple qu'elles ne « disposent pas de ressources suffisantes »... « Il serait également possible d'enfermer dans ces camps selon la conjoncture internationale, les réfugiés politiques* »...

Mobiliser

Tels sont les aspects les plus importants de ce projet du gouvernement que les députés RPR et UDF, malgré quelques protestations ont voté comme un seul homme. La mobilisation contre ces lois d'exception, contre la création de camps administratifs s'impose. Ces lois, en effet, font partie de l'attaque générale du pouvoir contre les droits démocratiques que la classe ouvrière a conquis dans le passé au cours de grandes luttes et au prix de lourds sacrifices. Il nous appartient de les défendre. Dans nos sections syndicales, il faut faire connaître les projets scandaleux du pouvoir, commencer à mobiliser par divers moyens (pétitions, motions, etc.) les travailleurs en vue d'une riposte massive.

H. M.

*Un amendement a limité à 48 heures cette détention arbitraire.

Les amendements ne suppriment pas l'arbitraire du projet

Le projet de Barre-Bonnet a suscité à l'Assemblée de nombreuses critiques venant de députés de la majorité autant que de l'opposition. Un certain nombre d'amendements ont été votés dont voici l'essentiel :

– L'internement administratif a été réservé au seul cas de refoulement de frontière. Après quarante-huit heures l'internement doit être confirmé par un juge.

– L'obligation de disposer de ressources suffisantes pour entrer en France a été abandonnée. Par contre, pour pouvoir entrer en France, tout étranger doit justifier des moyens nécessaires pour quitter le territoire français.

D'autres amendements limitent quelque peu les pouvoirs discrétionnaires de la police et les cas d'expulsion. Des exceptions seront prévues dans les expulsions d'étrangers qui ne sont « coupables » que de ne plus satisfaire à la réglementation relative au séjour.

L'Assemblée a aussi annulé la clause qui prévoyait de subordonner le renouvellement de la carte de séjour à la justification du paiement des impôts.

Elle a aussi recommandé que la qualité de résidents privilégiés puisse être reconnue aux titulaires d'une carte de résidents ordinaires séjournant en France avec leur conjoint et leurs enfants.

Par contre, la clause interdisant l'entrée en France d'étrangers « dont la présence constitue une menace pour l'ordre et le crédit public » a été maintenue.

Ces amendements ne sont pas négligeables bien qu'ils n'enlèvent pas au texte adopté son caractère fondamentalement arbitraire et qu'ils ne changent rien au fait qu'ils aggravent considérablement la situation des travailleurs immigrés.

Le recul relatif que Bonnet a dû accepter est lié à la pression de mouvements comme le MRAP, le GISTI, l'ASTI, de mouvements tiers mondistes, d'inspiration chrétienne. A Rennes par exemple, l'archevêque et le pasteur ont écrit aux parlementaires à propos de ce projet de loi. Il existe donc des possibilités pour mobiliser des forces nombreuses et larges contre ce projet qu'il ne suffit pas d'amender, mais qu'il faut annuler.

ORANGE

Le racisme qui tue

De notre correspondant à Orange

Les Sénégalais, bien connus dans notre région, parcourent avec des chapeaux, colliers, bracelets et bibelots divers, les terrasses et les lieux publics, engageant avec les gens des conversations sur le prix de l'objet. A l'approche de l'époque estivale, ces vendeurs sénégalais musulmans avaient décidé de faire étape à Orange pour la fête de printemps. Ce travail saisonnier permet à certains étudiants de gagner leur pain, selon leur expression. Tel est le cas de Cheik M' Bocke, parlant admirablement notre langue, croyant et empreint d'humanisme.

Les faits

Le vendredi 25 mai au soir, Cheik se trouvait sur le cours Saint-Martin, en bordure de la fête, négociant le prix de petits éléphants en simili ivoire avec un homme âgé d'une trentaine d'années. Après discussion, les deux hommes semblent tomber d'accord. Alors que Cheik sortait son portefeuille pour rendre la monnaie sur 100 F, il fut subitement agressé par son vis-à-vis qui voulait garder l'éléphant et lui voler son portefeuille. Après quelques heurts, Cheik, soucieux d'éviter des histoires, décide de rentrer. L'affaire aurait pu en rester là mais, rentrant à son hôtel, il rencontre son ami Ibrahim Tiop. Les circonstances voulurent que les deux camelots rencontrent un petit groupe d'hommes dont l'agresseur de Cheik faisait partie. Des injures puis des coups furent échangés. L'intervention de consommateurs du bar voisin mit fin à la bagarre. C'est aux cris de *« On ne va pas se laisser marcher sur le ventre par des nègres »*, *« Il faut leur faire la peau ! »* que les trois frères Debuzer, originaires de Lille, et René Woetts se lancèrent à la poursuite des Sénégalais qui avaient jugé préférable de rentrer à leur hôtel du *Petit Niçois*. En rentrant, Cheik et Ibrahim rencontrèrent trois de leurs camarades, plus un camarade de travail européen.Tous se réfugièrent dans la chambre, au numéro 3 du *Petit Niçois*.

La fumée montait doucement

Enfermés à double tour, les six amis se sentaient en sécurité malgré les coups donnés aux portes par l'un des quatre. Et les cris *« Sales nègres, on va vous faire griller comme des rats ! »* n'étaient pour eux que du domaine des menaces verbales. Il était 1 h 20 quand l'hôtel fut plongé dans l'obscurité. Les six assiégés réagirent lorsqu'ils sentirent l'odeur de la fumée envahir la chambre, passant sous la porte, en provenance de la cage d'escalier. Ne trouvant aucune issue, tous les gars sautèrent par une petite fenêtre donnant sur une cour intérieure. Résultat : six blessés dont un avec fracture. Un locataire allemand, lui, choisissait de calfeutrer sa porte et d'attendre l'arrivée des secours, ce qui lui sauva la vie. Les blessés, tombés dans la cour, purent prévenir des employés du journal *La Région* qui donnèrent l'alerte. C'est alors que l'on s'aperçut qu'il manquait deux copains. M' Bengue, né en 1954, et Cheik Gueye, né en 1944, tous deux Sénégalais. S'ils étaient descendus avec leurs amis à l'étage inférieur, ils auraient pu se sauver en sautant dans la cour. Mais ils ont voulu récupérer leurs affaires, leur argent et se sont retrouvés encerclés par les flammes au dernier étage où ils sont morts dans les souffrances que l'on imagine.

Après enquête, les flics se rendent résidence de l'Aigues et arrêtent les frères Debuzer : Jean-Claude, 34 ans, chauffeur-livreur ; Jackie, 36 ans, manœuvre ; Bernard, 30 ans, sans emploi, et René Woetts, 26 ans, déménageur.

Trois d'entre eux sont d'ex-légionnaires. Quoi de mieux que la Légion pour faire naitre, entretenir et développer le racisme, elle qui entretient activement le souvenir des crimes contre les peuples du tiers monde en lutte pour leur indépendance. Dans le passé, la justice s'est montrée fort clémente envers les assassins racistes, encourageant ainsi de nouveaux crimes. Les assassins d'Orange doivent subir un châtiment exemplaire.

La mairie PCF a déclaré ...

Le maire PCF d'Orange déclarait, quant à lui, à une délégation de riverains inquiétés par les événements :

« Le budget municipal ne peut s'offrir le règlement de renforts policiers, c'est donc à l'État, au ministère de l'Intérieur en particulier, d'accroître les moyens de défense contre la violence qui ne cesse de s'amplifier, paradoxe, dans une ville de garnison comme Orange où gendarmes, garde-mobiles et militaires de l'armée de terre et de l'air pourraient collaborer étroitement dans une action préventive si ces forces du maintien de l'ordre n'étaient pas séparées par des cloisons étanches et administratives ».

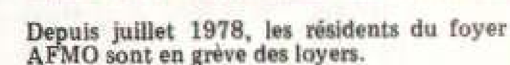
Comment qualifier une telle déclaration d'un élu PCF ? Toujours le même refrain : plus de flics pour juguler la violence, mais d'où vient-elle cette violence ?

non aux menac
de fermeture !
nous resterons
dans notre foyer

UCKANGE

Le foyer-taudis

Reportage de Pierre Burnand



Depuis juillet 1978, les résidents du foyer AFMO sont en grève des loyers.

Des pièces de 4 m12 sur 3 m 73 : quatre lits là-dedans, serrés les uns à côté des autres et voilà, le tour est joué ! Chaque travailleur immigré doit payer 240 francs pour son lit. Un calcul rapide : l'AMFO empoche ainsi environ 1 000 francs par mois et par chambre. Les résidents sont environ deux cents dans le foyer : bénéfice pour l'AMFO, presque 5 millions anciens tous les mois ! Dans les chambres, aucun meuble. Quand un gars part ou revient du boulot, il réveille forcément les autres. Et où passe l'argent ? Car l'AMFO n'a jamais fait les moindres travaux d'entretien. Depuis vingt ans que le foyer existe, les peintures n'ont jamais été refaites. Il y a une seule douche et un seul WC par étage. Et dans quel état ! Pas d'eau chaude, ni en hiver ni en été. Quand il pleut, de l'eau coule du plafond dans les chambres. Des carreaux sont cassés, ils ne sont pas remplacés. Des lavabos sont cassés, ils ne sont pas réparés. Depuis vingt ans, ce sont les mêmes couvertures qui servent et jamais la direction de l'AMFO ne les a fait nettoyer ! Et pour manger, les résidents ont droit à une cuisine minuscule avec deux réchauds pour huit. Il faut préparer les repas et manger à tour de rôle.

Le nettoyage et les petits travaux d'entretien sont faits par les résidents eux-mêmes. l'AMFO empoche le fric ! Voilà dans quelles conditions l'AMFO-Sonacotra veut contraindre les travailleurs à vivre. Voilà contre quoi ils ont engagé la lutte. Qui osera prétendre que leur lutte n'est pas légitime à cent pour cent ?

Aujourd'hui, la direction de l'AMFO, qui n'est autre que la Sonacotra, a décidé de fermer le foyer pour casser la lutte. Peu importe que ces travailleurs soient jetés à la rue ! L'important pour elle est de briser la lutte et, pour cela, tous les moyens sont bons. Elle a fait assigner tous les résidents du foyer devant le tribunal de Thionville. Elle a voulu également leur faire couper l'eau, le gaz, l'électricité. Aujourd'hui, les résidents et ceux qui les soutiennent dans leur juste lutte se mobilisent pour faire face aux tentatives de fermeture du foyer et aux expulsions.

Motif invoqué par l'AFMO : des raisons économiques. La grève des loyers l'aurait ruinée, mais comme le dit un travailleur immigré : *« Depuis que le foyer a été ouvert en 1958, il n'y a jamais eu une couche de peinture, aucune mesure de prise pour la sécurité, les couvertures n'ont jamais été lavées. AMFO touche cinquante millions par an et aujourd'hui, quand les résidents sont en grève, elle dit qu'elle va fermer le foyer. Pour quelles raisons ? Des raisons économiques comme dit la Sonacotra. Mais depuis 1958, à quoi a servi l'argent des loyers ? Il n'y a jamais eu de travaux. Ça fait dix mois seulement que les résidents sont en grève. »*

Aujourd'hui, les résidents et ceux qui les soutiennent dans leur juste lutte se mobilisent pour faire face aux tentatives de fermeture du foyer et aux expulsions. A Uckange, Florange, Thionville, Marspich, l'unité des travailleurs français et immigrés ne devra pas rester un vain mot. L'été qui vient sera dur.

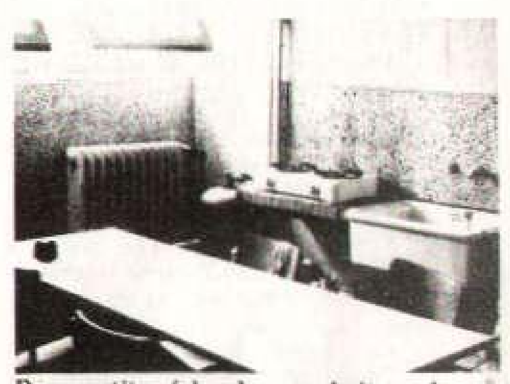
Pierre BURNAND.



Quatre lits par chambre. 240 F par lit !



Un spécimen des couvertures fournies par l'AFMO. Les mêmes depuis 20 ans !



Deux petits réchauds pour huit ou douze. Impossible de manger tous en même temps.



SONACOTRA

Les sales coups du pouvoir

A la veille de l'été, la Sonacotra et le pouvoir continuent à poursuivre les résidents en justice. Il y a un an à peu près que les procès ont commencé. Pendant de nombreux mois, la Sonacotra n'a pas réussi à faire entériner par les tribunaux les expulsions et saisies-arrêts sur salaire. Cependant, par des pressions ou des artifices (changement de tribunal et du juge, jugement illégal d'affaires déjà jugées ou en cours de jugement), par la non-exécution des décisions de justice (demandes d'expertises par exemple), la Sonacotra a pu obtenir de certains tribunaux ce qu'elle souhaite. Et dans ce cas, l'exécution n'a quelquefois pas traîné, comme il y a deux mois à Strasbourg, où les résidents de deux foyers furent jetés à la rue manu militari.

Henri MAZEREAU

A l'heure actuelle, la Sonacotra continue de plus belle ses procès en vue d'obtenir soit l'expulsion, soit la saisie-arrêt sur salaire, ou les deux en même temps, soit même la fermeture pure et simple de foyer. Les décisions d'expulsions sont devenues plus nombreuses : c'est le cas pour les foyers de Garges-les-Gonesse, de Chilly-Mazarin où les résidents attendent tous les jours les policiers...

Des expulsions ont eu lieu ces jours-ci aux deux foyers de Nanterre toujours dans la région parisienne où douze résidents ont été jetés dehors.

Les procès en cours

Dans les semaines qui viennent, des décisions de justice vont être prises et de nouveaux procès vont avoir lieu. En voici la liste :

Foyers dont la Sonacotra demande la fermeture :

— Argenteuil (avenue du Parc),
— Cormeilles-en-Parisis, le procès a eu lieu le 31 mars. Ces fermetures signifient l'expulsion pour les résidents.
— Torcy : les résidents du foyer sont convoqués au tribunal le 8 juin. La fermeture du foyer est à l'ordre du jour.

Foyers où la Sonacotra demande des expulsions :

— Saint-Denis (Romain Rolland et Allende).
— Sevran.

Dans ces trois foyers, le procès aura lieu le 12 juin.

— Tremblay-les-Gonesse, Bagnolet et Montreuil : le 15 mai, 25 résidents de ces foyers ont été condamnés à l'expulsion.

— Nanterre, (deux foyers), Colombes (deux foyers), Clichy : au total, 640 résidents sont menacés d'expulsion. Douze ont déjà eu lieu à Nanterre. Un jugement en appel aura lieu pour le foyer de Nanterre (rue des Sorbiers).

— Argenteuil : des expulsions et des arriérés de loyers sont demandés pour les foyers du boulevard Karl-Marx et de la rue Gounod. Le procès a eu lieu le 31 mai.

— Champigny (Sonacotra et ADEF) et Plessis-Trévise : les jugements ont eu lieu les 30 et 31 mai.

Des saisies-arrêts sur salaires sont demandées dans d'autres foyers (Pierrefitte par exemple).

Le pouvoir veut frapper un grand coup

La Sonacotra et le pouvoir s'apprêtent donc à frapper un grand coup avec l'appui de la justice et de la police. Ils s'apprêtent même à augmenter le prix des loyers. La Sonacotra veut imposer des comités de résidents fantoches dont le président serait le gérant du foyer. Elle veut aussi imposer le maintien du statut de résident et refuse d'accorder le statut de locataire aux résidents avec tous les droits que celui-ci comporte (liberté de visite, inviolabilité du domicile, etc.).

Le pouvoir rejette donc en bloc toutes les revendications pour lesquelles les résidents luttent, certains depuis plus de quatre ans. Par les mesures Bonnet, Stoléru, le pouvoir veut se donner les moyens d'expulser les travailleurs immigrés qui luttent pour leurs droits et leur dignité. Inutile de dire que les grévistes de la Sonacotra sont particulièrement visés par ces mesures racistes. La vigilance et le soutien s'imposent plus que jamais. Dans nos sections syndicales, dans les unions locales, il faut intervenir pour que le soutien s'élargisse contre les expulsions hors des foyers et contre les mesures du pouvoir.

Quant aux résidents, ils font preuve d'une fermeté exemplaire malgré les tentatives de certaines responsables de partis et de municipalités de les diviser en les entrainant dans des négociations foyer par foyer. Les résidents ne céderont ni à la répression ni à la division.

Expulsion à Sartrouville

Le 13 avril 1979, une opération policière s'est produite simultanément dans la foyer AFRP Val-Notre-Dame-Sartrouville. Les cent-cinquante CRS ont investi le foyer et ont expulsé trois camarades et, en plus, menacent des résidents pour qu'ils ne sortent pas de leur chambre, en les bloquant dans les douches, les WC, la cour et dans la salle de prières et, de plus, empêchent des résidents qui se rendent à leur travail.

Cela s'est passé le 13 avril 1979 à 5 h 30 du matin ; le foyer était encerclé par cent-cinquante CRS, dont des inspecteurs accompagnés d'un huissier de justice ; celui-ci ordonna de mettre les affaires des trois expulsés dans des sacs poubelle, empêchant les personnes concernés de prendre leurs affaires eles-mêmes.

Les affaires ont été expédiées dans un dépôt à Champigny (94). Après l'opération, le gérant du foyer a tout de suite changé les serrures des portes des chambres occupées par les trois camarades expulsés.

Le Comité de coordination attire l'attention de la presse, des travailleurs et de la population française de Sartrouville sur les agressions dans le quartier, de même que celle de tous les Français.



Affiche que l'on peut voir sur les murs d'Orléans...

LE FIL DE L'ACTUALITE

Un numéro qui fait toujours recette

Le 3e pacte national pour l'emploi

Le troisisème pacte national pour l'emploi entrera en vigueur vraisemblablement dès le 1er juillet 1979.

Il poursuit deux buts, fidèle au profil des deux premiers : dissimuler le chômage de quelque 400 000 jeunes, « occupés dans ces stages » ; permettre aux patrons de profiter de cette main-d'œuvre juvénile.

Les patrons sont exonérés à 100 % pour les charges sociales des apprentis, à 50 % pour celles des autres stagiaires. La très grosse majorité des salaires des stagiaires est donc payée par l'État. Exemple : pour les stages pratiques en entreprise, payés à 90 % du SMIC, 70 % sont payés par l'État et 20 % par le patron.

Enfin, l'éventualité de l'embauche définitive des stagiaires Barre après leur stage n'est qu'évoquée...

Caen

Une militante de l'OCT torturée

« Je n'ai rien vu. Je me souviens qu'ils m'ont arraché mes lunettes ». « J'ai dû trainer une heure avant de rentrer chez moi. J'étais tellement choquée que je ne sentais pas tellement la douleur ».

Annick Chapelière, 30 ans, Caennaise, militante de l'OCT, a été agressée, enlevée et torturée vendredi 25 mai. Ces tortionnaires l'ont déshabillée, puis lui ont quadrillé le bas ventre de coups de rasoir d'une sorte de croix gammée et d'un faisceau. Comme l'a dit Annick : *« Pour moi, il s'agit d'un attentat politique à caractère fasciste, même si je ne sais pas à quel groupe l'attribuer, les marques ressemblent à l'insigne du PFN ».*

Odieuse torture dont le caractère fasciste et sexiste est évident. Un collectif de syndicats et de partis de gauche s'est constitué pour soutenir Annick et dénoncer les tortionnaires.

A moi, Jeanne d'Arc, deux mots ...

Décidément, les dirigeants du PCF ne savent plus qu'inventer pour se faire remarquer. Ainsi à Orléans, ils ont fait des affiches sur le thème de l'indépendance nationale avec comme texte, sur fond bleu-blanc-rouge, « 1429-1945-1979, Vive l'indépendance nationale ».

1429, Jeanne d'Arc délivrait Orléans, le 8 mai 1945 prenait fin la guerre antinazie et en 1979, le PCF a enfourché le cheval de Jeanne la Lorraine contre l'Europe allemande.

Et tout est mis sur le même plan, bien sûr. Jusqu'à présent, Jeanne d'Arc n'avait rien à voir avec les Allemands. Jusqu'ici, Jeanne d'Arc n'était revendiquée que par l'extrême-droite, les royalistes entre autres, maintenant le PCF s'y met. C'est une nouveauté.

Quant à parler d'indépendance nationale en 1429, il faut oser le faire. Le royaume de France s'étendait de Chinon à Paris et descendait jusqu'à Bourges, pas plus. Alors que penser de cette argumentation .

Mais le plus grave dans cette affaire, c'est que cela fournit une fois de plus l'occasion au PCF de tout mélanger : les Allemands et les nazis, etc. C'est là une bien lourde responsabilité qu'il prend.

Procès des patriotes corses

Le pouvoir porte atteinte à la défense

C'est le 14 juin à 9 h du matin que commencera à Paris pour vingt-et-un patriotes corses le premier d'une série de cinq ou six procès. Ils sont maintenant *une soixantaine* à être *inculpés* et qui devront passer devant la juridiction d'exception qu'est la Cour de sûreté de l'Etat. Cette juridiction sera utilisée pour la sixième fois en trois ans contre les Corses. Par contre, le pouvoir fait fi des légitimes revendications et pratique un véritable terrorisme d'État : tout Porto-Vecchio et le sud de la Corse ont été quadrillés par la police la troisième semaine de mai, comme en temps d'occupation. Toutes les maisons de la ville ont été perquisitionnées ; interrogatoires musclés, un mineur de 17 ans enlevé de chez ses parents en leur absence et retenu pendant trois jours ; arrestations pour délit d'opinion, etc. La répression a franchi en Corse le seuil du tolérable.

Depuis le mois de novembre, les Corses sont dispersés dans quatre prisons, alors que la séparation (déjà mesure exceptionnelle) ne devrait pas excéder vingt jours : encore une mesure exceptionnelle. A vrai dire, la Cour de sûreté de l'Etat les cumule !

Des avocats, au cours de la conférence de presse des comités de soutien le 31 mai, ont indiqué que cela posait des problèmes insurmontables. C'est une mesure politique du pouvoir pour empêcher que s'organise la défense telle que le veulent les détenus.

Par ces procès, le pouvoir manœuvre pour couper les Corses de leurs frères français en les traitant de « malfaiteurs »...Il faut briser le mur du silence, sinon le pouvoir prendra toutes les mesures scélérates qu'il voudra contre tous les opprimés.

Corses, Français, immigrés, tous unis contre la répression !

Dès le début des procès, envoyez des télégrammes au palais de justice, exigeant leur libération immédiate et la levée des inculpations !



Occupation à la SAM-Marseille (ex-groupe Terrin)

« *Il faudra compter avec nous* »

Les Ateliers de la Méditerranée (ex. secteur industrie du groupe Terrin) étaient les seuls en France avec une usine du Havre à fabriquer pour la marine marchande et la marine nationale des appareils à gouverner et des stabilisateurs. De plus, ils effectuaient des commandes en sous-traitance pour Framatome (centrales nucléaires).

En septembre dernier a lieu la liquidation du groupe Terrin. Après le rejet du plan Fournier * par les travailleurs, la solution de l'AMREP ** est mise en place avec la caution du maire de Marseille. Durant deux jours, Gaston Defferre fera distribuer gratuitement son quotidien *Le Provençal* pour inviter les travailleurs à suivre son plan.

Des bénéfices... sans risques.

La SAM est mise en gérance libre. Qu'est-ce que cela signifie ? Tout simplement que le nouveau patron empoche les bénéfices mais ne paie rien pour les locaux et le matériel et n'assume aucun risque. Concrètement, il touchera 5 % sur les factures du matériel livré antérieurement à sa venue, 15 % sur les travaux en cours, donc déjà commandés, plus sa part de profit « normal » sur les commandes à venir. Ces nouvelles commandes ne viendront pas et il y a même encore à l'atelier des travaux qui ont commencé avant septembre. Malgré tout, Monsieur Marion pour l'AMREP devra s'engager sous la pression des travailleurs à maintenir les 150 emplois et le statut (cf. encadré). La gérance libre a été prolongée trois fois, le 31 janvier, le 15 mars et le 15 avril. A chaque fois, les travailleurs l'apprennent deux jours auparavant.

Des piquets jour et nuit pour garder la production

En fait, depuis le 13 mars, les syndicalistes de la SAM ont compris que le patron vise la liquidation. Des piquets de surveillance sont mis en place jour et nuit pour empêcher les commandes de partir : « *On a passé des week-end ici depuis qu'il y a l'AMREP* » nous dit un délégué. l'AMREP ne recule devant rien : huissiers, menace de licenciements pour faute grave, heures retenues, puis cinquante et une mises à pied de 48 heures. Le patron réussit à sortir du matériel mais grâce à leur action, les travailleurs de la SAM retiennent aujourd'hui des pièces qui, d'après le syndic, valent plusieurs millions de francs lourds.

Le 1er mai, l'AMREP annonce la fin de la gérance libre et remet l'entreprise au syndic, faisant fi de ses promesses antérieures (cf. encadré). Subtilité de la gérance libre : ce n'est pas l'AMREP qui licencie les ouvriers... mais le syndic ! Ainsi les préavis de licenciements ne sont pas payés par l'AMREP mais par les assurances de l'Assedic (les AGF). l'AMREP, elle, termine sa gérance !

Depuis, les travailleurs se heurtent à un mur quant à leur avenir : l'AMREP dégage toute responsabilité, le préfet ne veut pas les recevoir, le maire de Marseille a promis d'écrire, les syndics ne peuvent rien... En fait, il semble que les décisions soient prises en haut lieu sous la houlette du gouvernement. Un mariage (d'argent) entre Fournier, qui a de nombreux intérêts sur l'Atlantique, et l'AMREP serait en cours. Fournier a déjà obtenu l'exclusivité de la fabrication des appareils à gouverner et des stabilisateurs que fabriquait la SAM. Or, le groupe Fournier sort déjà ce type de produits dans les Ateliers et Chantiers du Havre. La manœuvre est claire, il s'agit de profiter de la crise de la navale pour éliminer tous les clients et mettre sur pied, comme dirait Raymond Barre, une entreprise compétitive au niveau international. Qu'importe pour ces messieurs le sort des cent cinquante familles des métallos marseillais !

Parole de patrons

En 1978, Monsieur Marion, au nom de l'AMREP, adressait une lettre au personnel de la SAM : « *Comme suite aux différents entretiens avec vos représentants CGT, le groupe AMREP* **s'engage** *par la présente à respecter* **et à faire respecter** *le personnel de l'atelier mécanique de Marseille (...) et le* **statut du personnel** ». Après conversation téléphonique avec la CGT, il précisait par télex qu'il s'agissait « *de la totalité du personnel* ».

D'autre part, Gaston Defferre déclarait le 21 septembre 1978 :

« *(...) J'ai appris (...) que les propos tenus par Monsieur Marion, directeur de l'AMREP, en ce qui concerne le statut du personnel et les avantages acquis, prêtaient à confusion.*

Je lui ai immédiatement téléphoné. Il m'a confirmé de la façon la plus catégorique que les avantages acquis, le statut social et la totalité du personnel de Sud-Marine et de SAM, seraient maintenus, **après la fin de la gérance.** *Des activités nouvelles seront créées, s'il le faut, pour arriver à ce résultat.* »

Aujourd'hui, la totalité du personnel est sans travail et son seul statut est celui de licenciés !

On savait que la parole d'un patron ne vaut pas cher, celle de Monsieur Marion, elle, n'est plus cotée à l'argus !

Rien n'est perdu

Mais ceux-ci ne l'entendent pas de cette oreille. Depuis trois semaines, ils multiplient les actions pour se faire écouter. D'abord, ils ont soudé les grilles et ils occupent l'entreprise. Ils ont investi la chambre patronale et, quelques jours plus tard, la mairie. Ils participent à toutes les initiatives syndicales dans la région et étaient naturellement à la marche sur Solmer. Dans les quartiers, leurs diffusions de tracts sont bien perçues et des délégations d'entreprises de la zone industrielle nord sont venues les soutenir : Alsthom, Unipol.

Néanmoins, la situation est difficile. Des gars de la boite ne croient pas à une reprise possible parce qu'on se heurte à un bloc patronat-gouvernement. Pourtant « *rien n'est perdu* », disent les délégués. « *Il y aura une solution d'ensemble pour la navale même si on en sait peu de choses aujourd'hui. A ce moment-là, si nous continuons à occuper, il faudra compter avec nous* ». « *En septembre, Defferre a fait le forcing pour que nous reprenions le travail. Ceux qui ont repris sont aujourd'hui licenciés. Le résultat, en disant : " C'est pas la peine de lutter, on s'arrange ", c'est qu'il n'y a que cinq cents personnes sur cinq mille du groupe Terrin qui ont du boulot* ».

Avant de quitter les militants de la CGT, je leur demande quel soutien nous pouvons apporter : « *Le problème, c'est qu'on parle de nous ; il faut pas qu'on nous oublie* », disent-ils.

Oui, il faut que l'on sache qu'à Marseille, la navale est toujours au point mort, que rien n'est réglé pour des milliers de familles, que des militants syndicaux, des travailleurs se battent avec ténacité contre le découragement, contre l'isolement, pour sauver les emplois. *Hervé DASTAR*

Lecteurs et camarades, manifestez-leur votre solidarité :

Section CGT
Société des Ateliers de la Méditerranée
12, boulevard Frédéric Sauvage
13014 – Marseille

Les licenciements dans la navale à Marseille

Février 1976	231	
Juillet 1977	192	De plus de 57 ans.
	180	De moins de 57 ans
Mai 1978	93	De plus de 56 ans
	183	Entre 55 et 56 ans
	449	De moins de 55 ans
Septembre 1978	1 770	Fermeture de la SPAT et des Ateliers provençaux.
	74	Fermeture mécanique et industrie électrique.
	54	Entreprise Oliva
Février 1979	170	Gardella
Mai 1979	171	SAM
	Total 3 567	

Ces chiffres ne comptabilisent pas les nombreuses entreprises qui vivaient de la navale (menuiserie, entretien, services, intérim).



* Le plan Fournier

Il prévoyait un millier de licenciements et la remise en cause du statut de la réparation navale.

** L'AMREP, groupe financier, qui s'occupait de plate-forme pétrolière (secteur de pointe). Ce groupe a voulu prendre pied dans la réparation navale.

En direct avec ceux de la Saviem-Limoges (RVI)

– Pourrais-tu nous présenter l'usine RVI de Limoges ?

RVI-Limoges, c'est la plus grosse entreprise de la région, avec l'usine Legrand. Avant, l'usine s'appelait la Saviem et plus avant encore, c'était un arsenal. Les salaires sont supérieurs à ceux de chez Legrand. Et ça, du fait que nous avons été très souvent en grève. Nous avons eu des augmentations de salaire plus fortes que dans les autres entreprises. Il y a aussi une autre usine RVI en Normandie où ils sont à la pointe du combat depuis très longtemps, avec un effectif de sept mille personnes et ils ont réussi, à une certaine époque, à arracher les augmentations uniformes, ce qui avait permis une augmentation intéressante des OS. Depuis, les discussions sur la fusion Berliet-Saviem, il n'y a pratiquement pas eu d'augmentations de salaire. De plus, on nous a fait des retenues supplémentaires sur la feuille de paie en tant que cotisations à la Sécurité sociale. Cela diminue encore nos salaires.

– Combien y a-t-il d'ouvriers ?

Sur un effectif de 2 500 personnes, il y a la moitié de personnel productif.

Certains services sont appelés à disparaître. La direction a déjà supprimé le service des garages, des cars de l'entreprise ont été vendus à une compagnie de transport. Le service des femmes de ménage a également disparu. Ils pensent supprimer les services d'entretien et il y a une menace sur le restaurant d'entreprise. Tout ceci fait qu'il y a un mécontentement, une épée de Damoclès qui est pendue au-dessus de la tête des gars et on se demande ce qui va venir. On nous dit que le camion ne se vend pas, bien que chez nous, on fabrique 60 % de matériel militaire. Beaucoup savent que s'il n'y avait pas cette production militaire, il y aurait déjà la moitié du personnel en trop.

– Comment a démarré le mouvement actuel ?

Il y a eu au départ des conflits sectoriels, dans un bâtiment où les conditions de travail étaient assez catastrophiques. Le travail consiste à rénover des moteurs de chars. On démonte des moteurs de chars, on garde toutes les grosses pièces de fonderie, on refait tout l'intérieur. Les gars sont dans le camboui de la tête aux pieds toute la journée. Ils veulent monnayer leur travail insalubre. Ils sont une trentaine. Dans ce bâtiment, on démonte les moteurs, on lave les pièces puis elles sont acheminées dans un autre bâtiment pour passer au montage et être livrées à l'armée.

La grève s'est étendue à un autre secteur où les conditions de travail sont à peu près semblables. Les gars nettoient aussi des pièces et sont dans le camboui jusqu'au cou. Ils font aussi de la peinture. Toute la journée, c'est insalubre. Ils voulaient aussi monnayer leurs conditions de travail. Ils demandaient une prime qui augmente leurs salaires. Le problème, c'était la feuille de paie. Bien qu'en ce qui nous concerne, nous ayons toujours pensé qu'il valait mieux supprimer les causes d'insalubrité plutôt que de les monnayer. Un troisième atelier s'est mis en grève et on est arrivé à une grève effective de deux cents ouvriers. Elle a bloqué l'acheminement de production et la direction a mis en chômage technique trois cent cinquante ouvriers.

Face à cela, parmi les ouvriers lock-outés, le mécontentement était grand. Une réunion du personnel, pour déterminer l'orientation du mouvement, a eu lieu le 28 mai pendant une heure. Un vote a été fait où les trois quarts du personnel rassemblé se sont prononcés pour l'occupation. Il y avait environ mille deux cents personnes, essentiellement des ouvriers.

Les revendications sont 300 F pour tous, les trente-cinq heures et on demande l'embauche de personnel supplémentaire. En Limousin, il y a énormément de chômeurs et on voudrait que RVI embauche des personnes. En réduisant la semaine à trente-cinq heures, on pense que ça pourrait créer des emplois.

– Cela a donc été le démarrage de la grève et depuis ?

On s'est installé dans la grève. On a mis tout un système de sécurité, on s'est barricadé. Depuis 1968, quand il y a une grève, la maîtrise fait le coup de force et rentre dans l'entreprise après avoir coupé le grillage. Ils sont entrés dans l'entreprise en 1968. Il l'ont fait il y a deux mois, également, suite à une grève d'une journée avec piquet de grève. Face à cela, on a mis en place tout un système pour faire face à une intervention de la maîtrise. On a installé des lances à incendie, fermé les issues. C'est surtout pour la maîtrise qu'on a été amenés à faire cela. En cas d'intervention des forces de l'ordre, nous savons que nous ne pourrions pas résister longtemps. De toute façon, si la police intervenait ça ne ferait qu'envenimer le mouvement. Nous n'allons pas nous mettre à produire sous la protection de la police.

– A quels problèmes est confrontée la grève actuellement ?

La direction dit que le camion ne se vend pas, que si nous continuons comme ça, nous allons détruire l'entreprise.

Cela crée une division importante du personnel. En grosse partie, il y a une division entre les ouvriers et les employés. Déjà, à l'époque où c'était un arsenal, cette division existait. Les employés ont été habitués à être considérés d'une façon différente de celle des ouvriers. De ce fait, ils prennent des positions qui vont plutôt du côté du patronat et des chefs de service que du côté des ouvriers.

Mais quand il y a une augmentation de salaire, ils ne la refusent pas. Et dans leur for intérieur, ils sont bien contents qu'il y ait un mouvement de grève dans l'usine. Car ils savent que que s'il y a augmentation, ils en profiteront. Mais ils ne veulent pas se mettre dans le mouvement. Certains ont peur pour leur avancement, ils ne veulent pas se montrer, d'autres pensent que se mêler à la classe ouvrière ce n'est pas leur intérêt.

– Y a-t-il possibilité de faire quelque chose pour aller contre cette division ?

Ça se fera, mais pas dans l'immédiat. Tôt ou tard, ces gens-là vont subir la vague de licenciements si la mévente du poids lourd continue.

Réalisé par Pierre BURNAND

Unité syndiqués et non syndiqués

A la Saviem de Limoges, le syndicat CGT est le plus important. Il existe également la CFDT et FO. Dans le mouvement actuel, les ouvriers syndiqués à l'une ou à l'autre de ces organisations sont évidemment présents mais il y a aussi de nombreux non-syndiqués. Ceux-ci jouent d'ailleurs un rôle actif et constituent une partie très importante, peut-être la majorité des piquets de grève, des équipes qui occupent l'usine jour et nuit. Ces ouvriers sont non-syndiqués pour de multiples raisons. Un bon nombre ont été déçus, dans le passé, par l'atitude des responsables syndicaux. Comment ces travailleurs actifs dans la lutte pourront-ils faire entendre leur voix, comment pourront-ils intervenir dans les décisions qui les concernent ? Bien sûr, les organisations syndicales ont chacune leur point de vue à faire connaître mais elles ne peuvent pas s'exprimer au nom de tous les travailleurs en lutte.

Cela ne nécessiterait-il pas la mise sur pied d'un comité de grève élu par les ouvriers en grève et constituant la direction de la lutte ? Un comité de grève rassemblant des travailleurs syndiqués ainsi que des non-syndiqués. N'y a-t-il pas le danger, si les travailleurs en lutte ne sont pas associés aux décisions, qu'ils finissent par se démobiliser si les décisions prises ne répondent pas à leurs aspirations ? Un exemple : dans la nuit de mercredi 30 à jeudi 31 mai, les occupants de l'usine, après discussion entre eux étaient favorables à ce que les gardiens de l'usine ne soient plus présents à l'intérieur. Point de vue légitime car ces gardiens, parfois d'anciens flics, transmettent des renseignements à la direction sur ce que font et disent les ouvriers. Ne pourraient-ils pas aider la direction sur ce que font et disent les ouvriers. Ne pourraient-ils pas aider la direction en cas d'intervention de commando anti-grève ou de la police ? Toujours est-il que le lendemain matin, il est annoncé qu'il a été décidé de conserver les gardiens dans l'usine. Mais qui a décidé ? Jamais les ouvriers n'ont été consultés sur ce point. Si beaucoup de faits comme celui-là devaient se reproduire de nombreux travailleurs n'auront-ils pas l'impression que leurs avis ne servent à rien ?

Pierre BURNAND



Après des débrayages durant tout le mois de mai, les travailleurs de la Saviem sont entrés en grève complète. Vendredi 1er juin, des délégués syndicaux comparaissaient devant le tribunal des référés. Comme à Limoges, les travailleurs de Blainville réclament 350 F, de prime et les 35 heures.

Exclusion des «suspendus» d'Usinor-Dunkerque malgré l'avis des adhérents

L'assemblée générale des adhérents de la section CFDT d'Usinor-Dunkerque vient de se réunir les 29 et 30 mai.

Depuis un mois, les douze délégués suspendus par le syndicat à la suite de « malversations financières », attendaient que cette assemblée ait lieu pour statuer sur leur cas.

Malgré les mauvaises conditions de convocation, quatre-vingt douze militants se sont réunis et devant la faiblesse des accusations du rapport comptable, ils ont refusé l'exclusion des douze délégués (cinquante et un contre vingt-neuf). Malgré ce vote, le syndicat de la métallurgie maintient sa décision prise avant l'assemblée générale, le 25 mai : elle enlève aux douze suspendus *« tout droit de présenter leur candidature au conseil syndical de la section »*.

Déjà, des sections CFDT dunkerquoises ont fait connaître qu'elles condamnaient ses pratiques « antidémocratiques », qui cachent sous des problèmes financiers, des antagonismes plus profonds.

Parce qu'il aimait les *Who* ...

Parce qu'il aimait les *Who*, parce qu'il ne voulait ou ne pouvait pas payer l'entrée de leur concert, mais surtout parce que la police, criminelle, tire, frappe et tue, un jeune de Fréjus s'est d'abord retrouvé pendant toute une nuit au commissariat, puis pendant une tentative de fuite, un brigadier en civil lui a logé une balle dans la tête : mâchoire brisée, défiguré à vie !

FOS
Grève à la Solmer

Mardi 5 juin 1979, la grève entrait dans son 62e jour à la Solmer. Vendredi 1er juin, la direction avait levé le lock-out. La semaine dernière, les travailleurs avaient occupé la gare de Miramas et affronté les CRS.

AUX 4 COINS DU PAYS

8 décès à la Pitié
Décès d'un nouveau-né à la maternité Baudelocque
La faute à un «mystérieux virus» venu d'ailleurs ... !

A Baudelocque, après la mort d'un nouveau-né atteint d'entérocolite hémorragique et la contamination de six autres qui vivent maintenant avec un anus artificiel, officiellement on n'a toujours pas trouvé la cause de ces infections. Et pourtant, le professeur Sureau, responsable du service, avoue : *« Une des causes certaines qui favorisent l'infection d'un service est la suroccupation des lits. Tous les services médicaux sont confrontés au problème que connait mon service. La concentration des patients porteurs de germes expose à la dissémination de ces derniers et il est banal de constater, de temps en temps, une augmentation de la fréquence des infections. Or, depuis janvier dernier surtout, nous avons, à la maternité, un taux de fréquentation qui excède nos possibilités »*.

Voilà au moins une explication de poids au drame de la maternité Baudelocque. A la Pitié Salpétrière, huit malades, récemment opérés, meurent de septicémie. On a isolé le germe en cause, c'est un germe très répandu dans l'atmosphère et qui, en principe, n'est pas dangereux. Seulement, dans un hôpital, il y a des malades dont l'organisme est affaibli et, dans ce cas, ces germes peuvent se multiplier et donner des septicémies graves.

Là encore, on se refuse à désigner les responsabilités. Pourtant, à coup sûr, le manque d'hygiène hospitalière, le rythme de travail, le manque de personnel, la surcharge des services n'y sont sûrement pas étrangers. Rappelons-nous, il y a quelque temps, la CFDT de la Pitié dénonçait les tonnes d'ordures et de linge sale qui s'accumulaient au sous-sol de l'hôpital, dans les couloirs où passent les malades. Mais de cela, nos chefs de service et technocrates ministériels ne se préoccupent pas !

D'ailleurs, comme disait Mme Veil, avec une désinvolture criminelle : *« Ce sont des types de malades qui, il y a quelques années seulement, n'auraient pas survécu »*. Alors à quoi bon s'inquiéter ?



Vécu

Une MA nous écrit :
«Si ce chômage dure, je n'aurais plus le courage d'écrire»

« Voilà, il faut bien se convaincre, je me retrouve au chômage, j'étais trop fière de ne pas m'être réinscrite depuis novembre, je pensais déjà qu'à jouer de « ruse » et de « chance », je n'y retournerais peut-être pas.

Plus que l'aspect financier, ma panique est viscérale, je pense à cette angoisse qui vous prend dans le bas du ventre dès la porte de l'ANPE franchie).

Tous les visages sont hostiles et mêmes les sourires sont hypocrites et moi, moi je me barde dans ma carapace d'agressivité qui me laisse encore l'illusion d'être quelqu'un qui ne veut pas de pitié, pas d'aide, pas d'affront mais du boulot, du boulot...

Je me souviens de ma première inscription, simple prudence, septembre 1977, je suis pleine d'illusions, derniers mois de fac pour passer en troisième cycle, plus de bourse, bientôt plus de cité universitaire et peu d'argent, ce qui reste des vacances-boulot. Mais je suis décontractée, car je sais, enfin je croyais savoir, que dès que le « fameux » diplôme serait décroché, ce ne serait plus qu'une question de semaines pour le boulot « sensas » qui m'attend. (...)

(...) Je pars pour Paris où j'effectue des boulots divers, bouche-trous. (...)

(...) J'ai perdu mes illusions à ce moment-là, toutes mes illusions, sur le « fameux boulot », le plus dur reste à venir, car le plus cruel, la remise en question de moi-même. Le travail est lent, imperceptible, dévastateur. Après deux mois d'un boulot que je n'aime pas, qui me culpabilise, j'abandonne tout, ce boulot que je quitte la mort dans l'âme, frisant la dépression nerveuse. (...)

(...) Je sais pourtant que je ne suis qu'un individu parmi des centaines, de milliers d'autres, de millions d'autres. C'est le discours que je tiens à mon entourage, face à des dizaines de réponses négatives, car j'ai fait environ deux cents demandes, et reçu plus de cinquante réponses négatives bien sûr. (...)

(...) L'isolement est également très cruel, car s'il est vrai que nous sommes des milliers de chômeurs, sans organisation, le chômage prend l'allure d'un malheur individuel, d'une injustice individuelle, et s'il est vrai qu'il n'est pas rare de retrouver des copains dans la même situation, le malheur de chacun écrase celui de tous.

(...) Aujourd'hui, alors que j'écris, il y a environ dix jours, que je suis au chômage, je n'ai pas encore perdu ma bonne humeur, acquise dans le travail de ces quelques mois. Je ne suis d'ailleurs pas encore totalement réinscrite n'ayant pas reçu les papiers du dernier emploi. L'administration n'est pas pressée... elle. Mais les jours passent et mes demandes restent sans réponse, ce joli vernis va-t-il tenir longtemps sur l'angoise latente qui habite mon cœur et mon corps comme un parasite ? J'ai ébauché rapidement les conséquences qu'ont eues pour moi, les mois et les mois de chômage, mais je n'ai pas tout analysé, sans doute parce que les autres conséquences sont plus intimes et plus difficiles à exprimer. Pendant les quelques mois où j'ai travaillé et où j'ai retrouvé confiance en moi j'ai constaté d'autres améliorations purement physiques et psychologiques. (...)

(...) Dans les boulots que l'on trouve, on ne nous facilite pas la tâche, je parle pour les remplacements dans l'enseignement où l'on est propulsé, et trop content de l'être, dans les classes inconnues mais déjà structurées, sans préparation de programme. On remplace le plus souvent des enseignants malades, cela se fait du jour au lendemain, et le plus cruel est sans doute le fait que ces remplacements sont en général de courte durée. Bien sûr, les enfants sont perturbés par l'arrivée de cet intrus, et même dans le meilleur des cas en se faisant accepter on n'est que de passage, à peine habitué que déjà chassé.

Le seul espoir que l'on ait est celui du miracle tenant à la mauvaise santé de son prédécesseur, triste constatation que l'adage populaire illustre bien : « Le malheur des uns fait le bonheur des autres », auquel s'ajoute l'inconvénient majeur, l'assurance d'être payé un jour mais quand...

J'ai envie de cesser d'écrire, car ces évocations encore brûlantes et menaçantes à ma chair me sont cruelles. Alors ne venez pas savoir ce que je pense si ce nouveau chômage dure longtemps, je n'aurai peut-être plus le courage de l'écrire...

M.V.

Le sort des maîtres auxiliaires se joue dans chaque établissement

Le problème qui se pose pour lutter contre le licenciement des maitres auxiliaires, c'est entre autres leur éparpillement , les différences entre ceux qui ont un poste et ceux qui sont au chômage.

Les licenciements vont intervenir dès septembre, aussi c'est dès maintenant qu'il faut prendre le taureau par les cornes.

Établir dans son propre établissement : CES, CET, SES, lycée, la liste des maitres auxiliaires (la taille de certains établissements scolaires ne permet pas toujours que tous les enseignants se connaissent), dresser le nombre de ceux qui n'auront pas de poste à la rentrée.

→

(Suite de la page 19)

Contacter tous les syndicats enseignants, personnel de service, intendance, etc. présents dans l'établissement, ainsi que toutes les fédérations de parents d'élèves et les comités de lycéens, quand ils existent, voir ensemble quelles sont les possibilités d'action sur les revendications suivantes :

— Pas un seul licenciement (*)

— Garantie de l'emploi avec affectation dès la mi-juin pour la rentrée 1979.

— Réemploi dans sa spécialité sur poste compet.

— Exigence de paiement régulier dès septembre.

Il faut exploiter tout ce qui peut être exploité, unir tout ce qui peut l'être. Cette mobilisation ne va pas se faire sans se heurter à des obstacles comme le corporatisme, par exemple (contradiction entre maîtres-auxiliaires et titulaires, qui existe, ne nous bandons pas les yeux), à des positions syndicales, le SNEPT-CGT entre autres est contre la titularisation immédiate de tous les maîtres-auxiliaires. Mais l'important, c'est de rassembler toutes les forces sur un protocole d'accord, sur la revendication principale : *Non à tout licenciement*, conjuguer tous les moyens d'action, information au public, délégation au rectorat, grève, occupation, etc. en fonction de la mobilisation locale.

N'oublions pas qu'à la rentrée de 1978, certains maîtres auxiliaires, licenciés par le rectorat, puis réintroduits dans leur poste, l'ont été parce qu'une mobilisation très large s'était faite.

N'oublions pas non plus que si la lutte des enseignants, des professeurs de gymnastique a échoué en partie, c'est parce que les syndicats des professeurs d'EPS ne luttaient pas sur les mêmes objectifs, que les autres syndicats enseignants ne les ont pas soutenus, considérant leurs problèmes comme des problèmes corporatifs, donc à régler dans cette corporation !

La mobilisation optimale dans les collèges n'exclut pas, bien au contraire, de participer à la lutte des comités des non-titulaires. Par ailleurs, ces comités ouvrent l'importante perspective du regroupement des maîtres auxiliaires au chômage.

Nathalie VILLOTIERS

(*) Plate-forme revendicative des comités des non-titulaires.

Des milliers de licenciements dans l'Education nationale prévus à la rentrée

17 000 suppressions de postes de surveillants, 30 000 dans le primaire, 6 500 licenciements dans le second degré, voilà à quoi on peut s'attendre au bas mot à la rentrée 1979.

Et encore, ce dernier nombre ne tient-il pas compte du projet Pelletier (cf. encadré ci-contre) sur la suppression de l'étude de la seconde langue dans le premier cycle au CES, ce qui porte ce nombre de licenciements non pas à 6 500 mais à 10 000. Cela implique que 20 % au moins des maîtres auxiliaires vont pointer à l'ANPE !

On entend à droite à gauche — plutôt à droite — que le nombre des licenciements des maîtres auxiliaires n'est pas si massif, que l'intégration (*) est un des moyens de titularisation pour les maîtres auxiliaires et qu'enfin il y a embauche des maîtres-auxiliaires. Revenons un peu sur ces arguments.

L'intégration n'a concerné que très peu de maîtres auxiliaires (6 000 d'entre eux sur 45 000), à peine 8 % ! Les intégrations ont baissé de 40 % entre 1975-1977 et 1977-1979. A ce régime-là, il faudrait 80 ans pour résorber l'auxiliariat dans le secondaire !

Enfin, même cette maigre possibilité de titularisation disparait : le ministère n'a pratiquement pas délivré de dossier d'intégration aux maîtres auxiliaires cette année.

Oui, effectivement, l'éducation nationale embauche de nouveaux maîtres-auxiliaires mais dans quelles conditions ! A la petite semaine : le contrat de ces nouveaux embauchés est limité à un an, histoire de boucher les trous.

(*) Intégration : possibilité pour les maîtres-auxiliaires d'être titularisés par voie interne.

Un militant du SGEN de Créteil qui risque d'être inculpé au titre de la loi anti-casseurs après l'occupation du rectorat.

La réforme Pelletier

La clef de voûte de la réforme Pelletier est la suppression de la deuxième langue vivante dans le premier cycle et la mise en place de quotas pour « ouvrir » ou « fermer » les classes de langue :

— Seuil minimum de 15 élèves pour ouvrir une classe. Les conséquences de telles mesures sont de « supprimer à plus ou moins long terme les classes d'allemand, d'espagnol, d'italien, de russe, de portugais, d'arabe » et de licencier...

Des comités de non-titulaires

Démobilisés par le peu de perspectives de lutte des directions syndicales (CGT, FEN, CFDT), des maîtres auxiliaires se sont regroupés dans des comités de non-titulaires. Syndiqués et non-syndiqués se retrouvent au coude à coude à Paris, Créteil, Amiens, Caen, Poitiers, Lyon, Orléans, Tours.

Pour tout contact avec le comité des non-titulaires de la région parisienne, téléphoner de 18 heures à 20 heures au 628-50-49.

International

Les blindés vietnamiens veulent-ils «libérer» la Thaïlande ?

Il y a huit ans, les B 52 américains décollaient des bases militaires de Thaïlande pour aller bombarder le Vietnam et le Cambodge. Avec la bénédiction des autorités thaïlandaises. Aujourd'hui, ce sont des avions soviétiques chargés d'armes et de munitions qui survolent la Thaïlande, pour aider le Vietnam à bombarder le Cambodge. Mais cette fois, sans la bénédiction et même contre le gré des autorités thaïlandaises. Quelques années à peine séparent ces deux événements, et pourtant, c'est tout le retournement de la situation internationale qui s'exprime à travers eux.

Dans les années 1960, l'impérialisme américain en plein essor se lance à la conquête de l'Asie du Sud-Est. Les autorités de pays comme la Thaïlande font peu de cas de l'indépendance nationale. Et elles sont même assez serviles pour aider les USA à mettre la main sur l'Indochine. D'où les fameux bombardements à partir du territoire thaïlandais.

La fin d'une époque

1975 : le rêve du « tigre » américain s'écroule sous les coups de la lutte des peuples vietnamien, laotien, cambodgien. En même temps, le gouvernement thaïlandais de l'époque (à l'option plus démocratique) demande le retrait du pays des bases militaires américaines. Puis c'est la dissolution du pacte militaire pro-américain de l'OTASE (Organisation du traité d'Asie du Sud-Est). Bref, la fin d'une époque !

Les nouveaux maîtres

Mais la défaite américaine ne ramène pas la paix dans la région. Très vite, le Vietnam se met à jouer la carte soviétique en Asie du Sud-Est. Les ambitions de Moscou prennent le relais des ambitions américaines anéanties. Aux laquais d'hier (Thaïlande, Indonésie...) se succèdent les laquais d'aujourd'hui (Vietnam, Laos). Les maîtres ont changé de nom, leurs ambitions sont les mêmes : dominer l'Asie du Sud-Est, descendre vers le sud pour contrôler le détroit de Malacca. Bref, marquer un point important dans la rivalité planétaire qui oppose les deux grands.

Volonté d'indépendance

L'invasion du Cambodge en janvier tire un coup de semonce. Mais les autorités thaïlandaises ne sont pas disposées à faire passer leur pays sous la coupe de Moscou, pas plus que les autres pays de l'ASEAN (Association des nations du Sud-Est asiatique). Leur prise de position à l'ONU pour le retrait des forces vietnamiennes du Cambodge en est une preuve positive.

Anti-communisme primaire à l'adresse d'une Union soviétique et d'un Vietnam qui s'auréolent encore de l'étiquette de « rouge » ? Intérêts américains trop importants dans la région ? Volonté d'indépendance après la triste expérience de jouet aux mains d'une grande puissance ? C'est sans doute toutes ces raisons à la fois qui motivent la résistance de la Thaïlande face aux ambitions soviéto-vietnamiennes.

Et toute l'ambiguité de ces raisons ne se manifeste-t-elle pas dans les deux exemples suivants :

D'une part, le gouvernement thaïlandais continue de réprimer la guérilla patriotique dirigée par le Parti communiste de Thaïlande, pourtant le meilleur garant de l'indépendance du pays puisqu'il a inscrit à son programme la lutte « contre l'hégémonisme des deux superpuissances ». Bangkok est même allé jusqu'à signer avec le Laos un accord pour réprimer en commun les patriotes des deux pays.

D'autre part, Bangkok est contraint de laisser transiter sur son sol les résistants cambodgiens qui se battent contre les envahisseurs vietnamiens. On dit aussi que les autorités ferment les yeux sur le passage d'armes chinoises à destination du Cambodge...

En cas d'agression massive soviéto-vietnamienne ou de subversion pro-soviétique à l'intérieur du pays, quelle sera l'attitude des autorités actuelles, la capitulation ou la résistance ? Pour le moment, les propos, les actes, comme les intérêts à défendre permettent de prévoir une attitude de résistance .

Mais dans ce cas, le gouvernement sera-t-il assez fou pour continuer à combattre en même temps la guérilla ?

Claude LIRIA.

Des forces patriotiques authentiques

Du côté du Parti communiste de Thaïlande, on sait que les manœuvres d'infiltration du Vietnam ne manquent pas pour tenter de le mettre à la remorque de Moscou. On se souvient aussi que le premier ministre vietnamien avait déclaré en septembre dernier que son pays ne soutiendrait plus les maquisards. Mais les communistes thaïlandais en ont vu d'autres et la lutte pour l'indépendance, contre l'ennemi le plus dangereux du moment, cela fait des dizaines d'années qu'ils la mènent. Comme le Cambodge, la Thaïlande sera un nouveau bourbier pour les futurs envahisseurs



CENTRE-AFRIQUE

La marionnette des Français ne fait plus rire !



La nouvelle était si horrible qu'elle a d'abord semblé difficile à croire. Dans la nuit du 18 au 19 avril dernier, dans la prison de Ngarangra à Bangui, capitale de l'État centrafricain, une centaine d'enfants de 8 à 16 ans auraient trouvé la mort et de quelle façon ! Asphyxiés dans les cellules trop étroites où ils avaient été entassés, mais aussi bastonnés, lapidés, percés à coups de baïonnettes par les soldats de la garde impériale de Bokassa 1er qui s'était lui-même autoproclamé empereur, il y a dix-huit mois, « par la volonté du peuple ».

Et progressivement, la réalité de la terrible accusation portée par Amnesty International a pris corps.

Protestation embarrassée de Bokassa ne trouvant rien d'autre à dire que *« quand on est soldat comme moi, on ne touche pas aux femmes, aux vieillards et aux enfants »*. Accusation de l'Union des étudiants centrafricains en France dont nombre de membres ont déjà eu affaire à l'enfer des prisons centrafricaines. Confirmation de l'ambassadeur centre-africain à Paris, démissionnant de ses fonctions et de son grade de général. Témoignage du fils aîné de Bokassa exilé par son propre père.

Crépuscule pour un tyran

— Décembre 1977 : Bokassa, dans son délire mégalomane, se fait couronner empereur dans le plus pur style napoléonien. Coût de l'opération : 30 millions de dollars arrachés à la sueur et au sang d'un peuple réduit à la famine, accablé d'impôts et de taxes, bastonné et emprisonné dès qu'il relève la tête.

— 20 et 21 janvier 1979 : manifestation d'écoliers et de lycéens réprimée par la garde impériale qui, seule, dispose de munitions, Bokassa n'ayant pas assez confiance dans son armée régulière pour la doter d'armes à feu. On relèvera au moins 400 cadavres : *« Seulement des grandes personnes »*, proteste Bokassa ! Depuis certaines écoles n'avaient pas réouvert leurs portes. Le lycée Baganda est en grève étudiants et enseignants sont jetés en prison.

Le prétexte de cette révolte de la jeunesse : le refus de réclamer à leurs parents, déjà misérables, les frais du nouvel uniforme rouge que Bokassa veut leur imposer. Une affaire par ailleurs lucrative pour lui puisque les 250 000 uniformes rendus obligatoires pour tous les élèves devaient être fabriqués par la société textile Ciot dont Bokassa est actionnaire.

Le 18 avril, les quartiers les plus contestataires — les plus misérables — de Bangui, sont bouclés et c'est la rafle. Plusieurs centaines d'arrestations d'enfants ont lieu. Les plus petits n'ont pas 8 ans. Et dans la nuit c'est le massacre, dont de nombreux témoignages convergent pour dire qu'il a eu lieu en présence de *« l'empereur »* lui-même.

La nouvelle est largement commentée dans notre presse. La barbarie de Bokassa complaisamment dénoncée mais en filigrane l'argumentation : *« C'est en Afrique, c'est loin de nous. Voyez comme ils sont sauvages ! »* Non ! D'une certaine manière, Bokassa c'est la France car il est un pur produit du néo-colonialisme français. Les hommes des grands monopoles de notre pays si polis, si courtois, si distingués, aux sentiments si raffinés ont sur les mains le sang des enfants assassinés à Bangui.

Chasse gardée de l'impérialisme français

L'impérialisme français a lui-même façonné des Bokassa — qui comptabilise vingt-trois ans d'armée coloniale et a tenu à garder sa nationalité française — il les a hissés au pouvoir dans les pays africains qu'il domine, il les protège, les finance, car ils servent sa politique et ses intérêts. L'empire centrafricain, ce sont aussi de fabuleuses mines de diamants — 500 000 carats par an et, plus précieux encore peut-être, d'importants gisements d'uranium. Les safaris que Giscard aime y pratiquer ne sont que le symbole du fait qu'il s'agit là d'une chasse gardée de l'impérialisme français.

D'autant plus que cette domination commence à être déjà activement disputée tant par les USA que par l'URSS.

Les silences gênés de l'Élysée

C'est pourquoi la France a largement payé pour la bouffonnerie du couronnement impérial, c'est pourquoi, depuis plusieurs mois, elle paie elle-même les fonctionnaires centrafricains. C'est pourquoi le ministre Galley assistait aux fêtes du couronnement avec François Giscard d'Estaing, banquier et cousin du président, c'est pourquoi celui-ci, il y a peu encore, appelait Bokassa *« mon cher parent »*.

Aujourd'hui, à Paris, le ministre de la coopération, Galley, parle cyniquement des massacres de Bangui comme d'un « pseudo-événement ».

En même temps, l'Élysée se prépare à lâcher Bokassa pour assurer discrètement une relève des intérêts français en Centrafrique.

Mais c'est compter sans le peuple centrafricain qui a appris dans sa chair et dans son sang qu'un Bokassa n'aurait jamais pu exister et tyranniser son peuple sans l'appui de l'impérialisme français. Tôt ou tard, la preuve sera faite que les petits martyrs de Bangui ne seront pas morts en vain.

Annie BRUNEL

Du monde entier

USA

Les déboires de Carter

Les déboires se succèdent pour Carter. Il y a deux semaines, la Chambre des représentants rejetait son projet de rationnement de l'essence en cas de pénurie grave. Plus récemment, elle vient de s'opposer à ce que le président libère le prix du pétrole. A chaque fois, les membres de son propre parti ont été à l'offensive contre Carter dont le plan de sauvegarde de l'énergie en discussion au Congrès des États-Unis est de plus en plus mal parti. Pourtant, les mesures préconisées sont bien timides et notoirement insuffisantes.

USA

5e mois de grève des producteurs de laitue

Depuis cinq mois, les producteurs de laitues de Californie sont en grève contre la compagnie Sun Harvest. Ils exigent des salaires décents et de meilleures conditions de travail.

Ils tiennent bon ! Et pourtant, les patrons emploient les gros moyens : ils organisent des attaques à main armée contre les grévistes ; et ils embauchent des travailleurs immigrés qu'ils utilisent comme « jaunes » pour briser la grève.

Mais au sein du syndicat, l'UWF, une tendance se dessine pour tenter d'organiser les immigrés ainsi employés et construire l'unité des travailleurs dans la lutte commune contre les patrons.



Lors de son voyage effectué en Espagne, à la fin du mois de mai, le président roumain, Nicolae Ceaucescu a tenu à recevoir le Conseil municipal d'Aranjuez, Edouardo Garcia, maire d'Aranjuez et Secrétaire politique de l'Organisation marxiste-léniniste, ORT. Ce dernier a remis au président roumain et à son épouse la médaille de la ville. Lors de l'entrevue, Nicolae Ceaucescu a invité une délégation du conseil municipal à se rendre en Roumanie.

Jean-Paul II en Pologne

Des millions de gens se sont déplacés pour accueillir le pape aux différentes étapes de son voyage en Pologne. Et Jean-Paul II a fait des déclarations qui ont dû faire frémir les autorités et les Soviétiques : *« L'Europe ne peut être juste si la Pologne n'est pas indépendante. »*

CRISE DU PETROLE

Restrictions et profits

On nous rebat les oreilles avec la crise du pétrole. S'il est exact que les quantités mises sur le marché sont en diminution, rassurez-vous cela n'entame en rien les profits des trusts pétroliers. Au contraire, les bénéfices ne cessent d'augmenter. Ce petit tableau publié dans *Les Échos* du mardi 29 mai se passe de commentaires.

	Bénéfice net premier trimestre 1978	Bénéfice net premier trimestre 1979
Royal Dutch Shell (en livres)	0	618 millions
Exxon (en dollars)	695 millions	955 millions
Gulf (en dollars)	155 millions	249 millions
Mobil (en dollars)	241 millions	437 millions
Texaco (en dollars)	170 millions	307 millions
Standard Oil of California (en dollars)	243 millions	347 millions

Giscard entre l'Europe et le tiers monde

Lors du dernier moment franco-africain de Kigali au Rwanda, les pays africains, ont demandé à la France de se faire l'interprète des pays ACP (Afrique-Caraïbes-Pacifique) dans leur actuelle négociation avec les pays de la CEE pour le renouvellement de la Convention de Lomé.

De son côté, Giscard a lancé son projet de « Trilogue » entre l'Afrique, l'Europe et le monde arabe. Puis, mettant en avant sa qualité de président en exercice de la CEE, il a fait approuver son projet par le président Nemeiry qui est aussi le président en exercice de l'OUA (Organisation de l'Unité africaine).

Au même moment, l'intransigeance des pays européens bloquait les négociations pour le renouvellement de la Convention de Lomé. Pendant que dans ses discours africains, Giscard se présentait comme le meilleur défenseur du tiers monde, ses représentants à Bruxelles faisaient pression sur les pays ACP pour qu'ils fassent preuve de plus de souplesse, insinuant que bientôt la présidence de la CEE reviendrait à l'Irlande qui serait moins bien disposée que la France à leur égard.

CAMBODGE
Jusqu'à son dernier souffle

« Je n'accepterai jamais que le Kampuchea soit occupé par le Viet-nam. Je lutterai jusqu'à mon dernier souffle » a déclaré Norodom Sihanouk à Pyongyang, capitale de la Corée du Nord, où il vient de séjourner.

ABONNEMENT

BIMENSUEL

	Pli ouvert	Abt de soutien	Pli fermé
1 an	75 F	100 F	150 F
6 mois	38 F	50 F	76 F
3 mois	20 F (7 No)	30 F	40 F

DU MONDE ENTIER

TCHECOSLOVAQUIE
Les deux crimes de Vladimir Reha

Un procès en Tchécoslovaquie. Accusé : Vladimir Riha, condamné le 29 juin 1978 à six mois de prison ferme...

Que lui reproche-t-on ? Le procureur a déclaré au cours du procès : *« V. Riha s'est toujours intéressé à l'activité politique, puisque dès 1924, il était membre du Parti communiste tchécoslovaque ».*

Premier crime, sans doute. Mais ce n'est pas tout. Dans le jugement, il est indiqué : *« Ensuite nous devons également considérer le fait que l'accusé connait très bien tous les documents et toute la littérature concernant la conception marxiste-léniniste du monde et il est capable, en se basant sur ses connaissances, de convaincre les autres que la façon dont on dirige notre régime socialiste, notre économie, etc. n'est pas juste ».*

Voilà donc son second crime. Il connait trop bien le marxisme-léninisme.

*Documents publiés par le Comité du 5 Janvier pour une Tchécoslovaquie libre et socialiste dans la brochure : *Tchécoslovaquie répression.*

AFGHANISTAN

Les organisations qui s'opposent au régime pro-soviétique de Taraki viennent d'annoncer qu'une brigade mécanisée de l'armée afghane serait passée dans le camp de la rébellion musulmane le 17 mai. Moscou obligé de reconnaître la dégradation de la situation intérieure en Afghanistan vient une fois de plus d'en accuser « l'ingérence du Pakistan » dans un récent communiqué de l'agence Tass.

Erythrée

Les guérilleros érythréens ont repris dimanche 25 mai la localité de Golog, proche de la frontière soudano-éthiopienne, après une violente bataille, a annoncé le quotidien soudanais *Alayam*. Les habitants de la ville ont organisé une grande fête pour célébrer leur libération a précisé le journal.

NOTE DE LECTURE
Aux Editions du Centenaire
Munich 1938 «De la capitulation à la guerre»



Le dernier ouvrage paru aux éditions du Centenaire (E-100) *Munich 1938 - De la capitulation à la guerre* est d'une brûlante actualité.

A l'heure actuelle, alors que les bourgeoisies d'Europe veulent se laisser tromper par les discours sur la détente de Brejnev, l'URSS poursuit dans les faits une politique impérialiste et intervient directement ou par pays interposés (en Erythrée, au Cambodge). Au-delà de l'analyse historique, *Munich 1938* incite à la réflexion sur la situation présente.

Les ouvrages publiés par E-100 sont en vente dans de nombreuses librairies et en particulier aux Herbes sauvages - 70, Rue de Belleville Paris 20e. La Force du livre - 33, Rue René Leynaud 69001 Lyon. Ou bien par correspondance à E-100 24, Rue Philippe de Girard Paris 10e.

RENCONTRES THEATRALES DE SEVRES

Dans la vie du peuple

Un reportage de Léon Cladel

Sèvres, devenue pour dix jours la capitale du théâtre. C'est dans cette petite ville de la banlieue sud de Paris, entre la Seine et Billancourt, que se tiennent les 9e Rencontres théâtrales. Soixante troupes sont là, venues de Belgique, du Québec, de la Martinique, de Paris et de la province. Des rencontres qui témoignent que le théâtre amateur est bien vivant, plus vivant que jamais et qu'il a un public de plus en plus nombreux et enthousiaste. Les comédiens sur leurs tréteaux parlent de problèmes vécus tous les jours par les travailleurs, les femmes, les enfants. Ils savent le faire de façon très riche et très variée.

C'est plus d'une dizaine de salles qui sont mobilisées pour accueillir les spectacles sans parler du chapiteau qui se dresse sur un terrain vague. Ce chapiteau, c'est un peu un symbole de ces troupes de théâtre qui, dans leur quartier, leur campagne ou leur province, jouent un rôle très important d'animation auprès de la population, des travailleurs, de ceux qui, d'ordinaire, ne vont pas au théâtre. Venues de milliers de kilomètres pour se rencontrer, les troupes amènent les problèmes de leur région, le reflet de la vie des travailleurs. C'est *« La ruée vers L'OC »* des baladins de Provence, c'est une pièce sur le chômage dans le Nord par le *Théâtre du Printemps*, c'est un spectacle sur les paysans, déjà vue par 100 000 personnes dans la région des Deux-Sèvres. Trois troupes différentes présentent la même pièce sur une occupation d'usine : *« L'enterrement du patron »*. De la même veine, des pièces intitulées *« La crise »*, *« Chômeurs circus »*, *Racket-Market »*, *« On a déjà vu ça quelque part ».*

Les pièces sur les luttes des femmes sont très nombreuses cette année. Il faut souligner aussi le développement du théâtre pour enfants qui parlent de leurs problèmes.

Des rencontres très riches, une preuve de plus qu'il existe un théâtre bien vivant et inventif. Un théâtre de non professionnels, de bénévoles, de passionnés, qui plonge ses racines dans la vie du peuple.



Les rencontres de Sèvres prouvent qu'avec le théâtre, on peut parler du chômage, de la crise, des luttes paysannes, des luttes de femmes aujourd'hui. Depuis une dizaine d'années, se sont créées de nombreuses troupes dans des quartiers et des MJC. Ce n'est plus Ionesco, Beckett qui constituent le répertoire de ces troupes. La plupart écrivent elles-mêmes le texte de leur pièce en liaison avec les spectateurs. Deux metteurs en scène sont souvent évoqués quand on parle de théâtre populaire militant. Le premier, Dario Fo, très populaire en Italie – qui a su créer un théâtre d'intervention dans une forme très vivante, populaire, basée sur la tradition des conteurs et jongleurs italiens *« cantastorie »*. Il est reconnu comme un très grand mime. Ce qui est nouveau chez lui, c'est d'avoir fait sortir le théâtre de son ghetto et de l'avoir emmené sur les places publiques, dans les campagnes et dans les usines occupées. Avec lui, ce sont les travailleurs et leurs luttes qui sont montées sur scène. Ses pièces les plus connues sont : *« L'enterrement du patron »* sur une occupation d'usine et *« Mistero Buffo »*. Il a su exprimer dans des formes populaire et vivantes le théâtre dit militant. Un autre nom aussi est évoqué : celui d'Augusto Boal qui met en avant le théâtre d'enquête. On cite de lui cette phrase : *« Tout le monde peut faire du théâtre, même les acteurs ».*

Tout a commencé en 1971

Tout a commencé à la MJC de Boulogne en 1971. Le but : montrer le théâtre intéressant mais ignoré, organiser une rencontre entre tous ceux qui utilisent le théâtre comme moyen d'expression.

Les Rencontres ont connu un développement continu : sept spectacles présentés la première fois, soixante aujourd'hui.

Les organisateurs ont vu cent quatre vingts troupes à travers la France, avant d'inviter les 60 troupes présentes. Il existe en France plus de trois mille troupes. Elles sont choisies principalement à partir de l'activité qu'elles développent dans leur ville et dans leur région, en fonction de l'animation culturelle qu'elles font. Sont sélectionnées les troupes pour qui le spectacle est un moyen de dire des choses dans le lieu où elle se trouve. La plupart d'entre elles créent leurs propres pièces (signe de vitalité), mais d'autres montent des pièces d'auteurs : on joue trois fois *l'Enterrement du patron* de Dario Fo. Les onze membres de l'équipe d'animation consacrent une grande partie de leur temps à la répartition des rencontres. Il faudrait six personnes en permanence. Or, l'État vient de diminuer sa participation de 60 % aux dépenses.

Dans la musette de Pierre Valsa

Au creux des sillons

LAVILLIERS

«Pouvoirs»

« je suis un chanteur de passage
et j'appartiens au paysage.
En ouvrant les yeux dès l'enfance,
j'ai compris d'où vient la puissance,
banquiers des multinationales
dont on ignore les initiales,
comme les éboueurs du désert,
vous engraissez sur la misère ».



Ce disque, des mots clés qui se succèdent, s'enchainent, s'emmêlent aux phrases et à la musique. Réveil d'images, d'impressions, de souvenirs. Réveil de la réalité. Réalité crue du pouvoir de « *La démocratie avancée* ».

Ce disque, un tour de force par l'immensité des sujets abordés. Un disque qui frappe dur et juste.

Claire : *Elle dit*, Lyrion

Claire, pour beaucoup, c'est les Lip, Besançon... Dans ce disque, on est loin de Palente, de ses premières chansons, près du réel, simples avec leurs mots de tous les jours. Ici, c'est des textes plus travaillés, une voix de femme sur fond de jazz (les musiciens : free-jazz Workshop de Lyon) qui parle d'elle, des hommes et du monde qu'elle voit. La critique sociale est là, partout, dans chaque chanson, malgré l'aspect intimiste parfois du texte. Soyons net cependant, l'ambiance n'est pas franchement gaie. Mais il est vrai que certaines choses ne sont pas gaies à dire, n'est-ce-pas ?

Gaston Couté : *La Chanson d'un gâs qu'a mal tourné*. Par Bernard Meulien et Gérard Pierron, Lyrion.

Gaston Couté, poète paysan, poète maudit, né à Beaugency en 1880, mort en 1911, chante en patois la misère des pauvres, la bêtise des bourgeois :

« Comme de vrais cochons
qui pataugent
Faurâ qu'j'leu'dis' qu'j'ai
pas mi l'nez
Dans la pâté sal' de leu-z-auge...
Et qu'c'est pour ça qu'j'ai
mal tourné !... »

Bernard Meulien et Gérard Pierron font revivre dans ce disque, et dans un spectacle qu'ils ont promené dans tout le pays, la poésie populaire et féroce de Gaston Couté avec une telle vivacité que l'on peut bien dire que, grâce à leur travail, Couté vit parmi nous. Ses chansons, enterrées, enfouies, jusqu'à ce qu'ils les sortent des oubliettes, nous apparaissent bien proches dans ce monde fin de siècle, lui qui chantait à ses débuts.

On peut se procurer les Oeuvres complètes de Gaston Couté aux Éditions *Le Vent du chemin*, 5, Bis rue Rolland-Vachette - 93200 St-Denis.



Gilles Elbaz : *Le Vent aux ailes*, Lyrion.

Le souffle de Gilles Elbaz n'est pas celui des luttes collectives, certes. Plutôt celui de l'homme seul, qui cherche sa liberté. Mais cet homme que chante Elbaz nous ressemble. C'est en cela que ses poésies prennent une dimension qui nous touche : *« Rendre à l'homme sa plus belle et plus pure invention, l'amour et le respect de lui-même »*.

Jacques Douai : Lyrion

Il chante Aragon, Desnos, Clément Marot... Une interprétation sans invention, mais où les textes gardent leurs merveilleuses qualités.

Hélène Martin : *Le Condamné à mort*, Lyrion.

Hélène Martin chante Genet (le Condamné à mort), Aragon (le Feu), Queneau, etc. et se chante : *« Je suis fidèle »*, *« l'Amour a cassé sa pipe ! »*...

Francesca Solleville : deux disques chez Lyrion (C. 444 et C. 504)

Des chansons remarquables comme *« 200 mètres/ Mexico 68 »* ou *« Vietnam »* et puis une interprétation très forte d'Aragon (la Guerre), Nazim Hikmet (le Chant des hommes), Queneau, Desnos, etc.

James Ollivier : Lyrion C. 501.

Mêmes remarques que pour Jacques Douai. Il chante Desnos, Aragon, Verlaine, Gilles Vigneault, Claude Roy, Apollinaire.

Jean-Louis Caillat : *Au futur*, Lyrion C. 493.

Jean-Louis Caillat inscrit formellement ses chansons dans la vie sociale : luttes des femmes, souffrances des chômeurs, la mine... Et à ceux qui luttent il dit :

« Vous qui n'avez de temps
que celui de vous battre
Pour cueillir le printemps
des luttes opiniâtres
Vous qui savez les larmes
autant qu'être vous dure
Comment vous chanterai-je
autrement qu'au futur... »

Les propos de Jean-Louis Caillat n'ont ni la froideur militante, ni l'ennui du discours. L'amour, les angoisses intimes, tiennent leur place comme elles la tiennent dans la vie des hommes, fût-elle vie de femme, de chômeur ou de la mine...



Jean-Marc Trassard : *Il n'y a plus beaucoup de temps »*, disques MV, distribués par Oxygène (3, rue Ste-Croix-de-la-Bretonnerie, Paris).

Jean-Marc Trassard, je l'ai découvert à la fête du MRAP. Lui que peu de gens connaissent, eh bien, il tenait la route au milieu d'artistes de renommée internationale. Il avait composé pour cette fête un spectacle autour du thème des Indiens. C'était très chouette, dynamique et tout. Alors j'ai eu envie d'en savoir plus. Je lui ai demandé un disque. Il me l'a donné, en me faisant comprendre que ça lui coûtait du fric. Je lui ai parlé de nos problèmes financiers à nous aussi. Il a compris et a ajouté en regrettant qu'on ne trouvait pas notre journal dans sa banlieue, à Melun.

Son disque — un deuxième est en préparation — plaira à ceux qui aiment les textes... enrobés de musiques fraiches de notre temps. Bien sûr, c'est gentil, certains diront « boy scout ». Mais dans le registre de nos émotions, disons « politico-musicales », Trassard a une place à tenir. Citons la dernière strophe de sa chanson *« On s'était dit »*.

« Et on s'était dit,
C'est maintenant
Qu'il faut associer
Les combats isolés
Qui veulent inventer
Une vie libérée
Une vie sans argent
Sans client
Sans marchand ».

Daniel-Adrien Roll : *Terres, terres*, Oxygène.

Adrien Roll, auteur compositeur berruyen (lisez habitant de Bourges), vit au cœur de cette merveilleuse forêt du Berry, la forêt de Ménetout. Son chant, la terre, la forêt, les petits oiseaux, etc. On pourrait vite ironiser : *« Retour à la terre, on connait, t'as pas aut'chose »*. Bien sûr. Je vous dirai qu'habitant une banlieue-dortoir grise et tout, je vibre plus à des musiques violentes et aux textes de combat qu'aux chants forestiers d'Adrien Roll. Mais j'imagine assez bien que pour des lecteurs de la campagne, les piverts, les brouillards matinaux, les oiseaux de la forêt, tout cet humus d'Adrien Roll, doivent résonner à leurs cœurs comme choses vécues et vraies, dignes d'être préservées. Et puis pour tout dire, quand il nous arrive à nous autres, citadins des zones banlieusardes de prendre l'air en forêt, on est tout de même contents d'en trouver qui ne soient pas complètement bouffées par les buildings, non ?





François Béranger : *Joue pas avec mes nerfs*, disques l'Escargot, distribués par CBS.

Béranger vient de sortir son sixième 33 tours. Des années de chansons, de combats inventifs, depuis *« Tranche de vie »*. Et pourtant, on retrouve au long de son chemin la même force, la même hargne. Ainsi, la dénonciation du show-bize apparue dès son premier disque avec *« Manifeste »* revient ici dans *« Chansons marrantes »* : *« J'aimerai faire des chansons marrantes (...), vous dire que le monde est beau (...), que je reviens de Californie (...) avec des big bizous partout (...) »*.

Musicalement, on reste sur la veine de *« Le monde bouge »* : du rock, du blues, des rythmes africains...

Deux chansons au moins méritent qu'on s'y arrête du fait de leur brûlante actualité.

« Mamadou m'a dit » d'abord, qui dénonce les multiples facettes du racisme, hideux résidu du colonialisme, instrument de la crise : *« On a pressé le citron/ On peut jeter la peau »*. Dans cette chanson, exploitation, foyers prison, mesures Stoléru, répression policière, tout y est.

Une autre chanson prolonge la réflexion à partir des contrôles policiers dans le métro en particulier : *« Je ne veux plus savoir »*. Là sont dénoncés tous les racismes : *« Les suspects du ballon, les chevelus fichés/ Les gonzesses des salopes, les motards des anars/ Les cocos à Moscou, les bougnoules dans la Seine/ Les nègres au cocotier, les pédés à châtrer/ Et toi, ta mobylette, où c'est que tu l'as piquée... »*.

A l'heure où la campagne raciste et la répression multiforme prennent une ampleur sans précédent, ces chansons participent au niveau culturel à l'éveil des consciences.

Après l'avoir vu à la fête de l'*Antirouille*, j'avais comme un doute. Béranger, *« has been »* ? Ce disque et le spectacle qu'il présente à travers le pays montrent qu'il est toujours là, bien vivant, pour chanter, dans la lignée de *« Magouille blues »*, les vrais problèmes.



Gérard Delahaye : *Le Printemps*. Production Nevenoë, distribué par Oxygène.

Ce qui saisit d'emblée dans ce disque, c'est le travail (et de qualité) sur la musique. Chez ce Breton peu bretonnant, l'ambiance est folk, dirait-on, mais non, ça glisse imperceptiblement au jazz, rag, blues ou free. Incomparable. Les textes ? Des poésies bien léchées, mais qui n'accrochent guère. Elles ne nous parlent pas, même en s'accrochant. De l'humour cependant dans la dérision avec *Transbigouden blues again*, sur air de rock n'roll...

SPORTS

Gueugnon redoublera sa classe

Le rideau est levé en championnat de France de deuxième division. Brest, premier du groupe B, accède en première division. Il devrait en être de même pour Gueugnon : premier du groupe A. Mais Gueugnon redoublera ses classes, ainsi en a décidé le président de la fédération française de football. La raison : Gueugnon est une équipe amateurs et elle ferait « régresser » le niveau de la première division... deuxième raison : Gueugnon (petite ville de 11 000 habitants) n'a pas de stade de 15 000 places, et n'a pas les moyens de verser 75 millions pour une partie de hasard.

Scandaleuse décision qui nous montre une fois de plus l'inféodation du sport à l'argent. Des mécanismes parfaitement décrits dans le film *Coup de tête*.

CONCERTS

Une autre conception

Des choses se passent dans notre pays au niveau de l'organisation des concerts. Des choses très intéressantes. Nous avons parlé dans les éditions précédentes du « *Printemps de Bourges* », d'« *Ecoute s'il pleut* ». Dans d'autres directions d'autres travaillent aussi. Ainsi, samedi 26 mai, l'association A.D.N organisait à Rennes, quartier Villejean, un concert de folk anglais, écossais et irlandais. Concert d'adieu à la scène pour le prestigieux « *Fairport convention* » créé voilà 15 ans. 10 000 personnes étaient là, sous et hors chapiteau. Ils avaient payé ce qu'ils avaient voulu ou pu. Car les organisateurs — ADN — laissent le libre choix du droit d'entrée au public. Entreprise risquée, à ce niveau d'ampleur, qui pour ce concert se solde par un déficit de 50 000 F (la moitié des 119 000 F engagés)... D'autres concerts ont été excédentaires cependant, ceci épongeant cela. En tout cas, voilà bien une brèche de plus dans la sacro-sainte industrie du spectacle, des concerts assis-par-terre plus chers qu'à l'Opéra.

A Grenoble, places payantes à l'Alpexpo pour le « Festival antiraciste » organisé par le CASSE * le 2 juin. Mais là non plus, pas de show-bizz, même de gauche, les bénéfices éventuels allant tout droit dans les poches de gosses de la Cité Mistral, sorte de zone-HLM de la banlieue grenobloise, pour qu'ils se payent des vacances...

Vu, lu, entendu

NOTE DE LECTURE

«L'anti-manuel de français»

Claude Duneton est déjà connu pour son livre « *Je suis comme une truie qui doute* », critique de l'enseignement qui pénalise les enfants des travailleurs. Dans « *L'Antimanuel de français* », il ne se contente pas de critiquer les livres d'école coupés de la réalité, il fait son propre livre de français. C'est la culture populaire qui entre dans ce livre avec des témoignages de paysans, d'ouvriers, de jeunes de CET, avec aussi des textes qu'on ne trouve pas dans les livres de français : un roman photo dont il explique la technique et un extrait de Guy des Cars dont il analyse le succès. Passionnant.



TELEVISION

13 juin

«Mi-fugue mi-raison»

Cette émission pour les jeunes est toujours de qualité. Aujourd'hui, elle traite du racisme chez les jeunes en 1979. Trois films composés de témoignages : sur une école de Gennevilliers où 48 % des élèves sont immigrés, un autre film sur une petite ville proche de Lyon où 35 % de la population est composée de travailleurs immigrés, sans problème de racisme. A Marseille, visite dans une petite usine, on interroge aussi les habitants d'un bidonville.

A voir.

EXPOSITION

Grenoble

Daumier du 17 mai au 13 juillet 1979

Une exposition qui montre le rapport entre l'œuvre de ce grand artiste et son époque. Comment il a participé à chaque révolution : 1830, 1848, aux côtés des travailleurs. Ce grand artiste, né à Marseille, fils d'un modeste vitrier, a été le témoin impitoyable de l'installation de la bourgeoisie au pouvoir. Il a été censuré, emprisonné. Presque aveugle, au moment de la Commune de Paris, il a cependant réalisé de très beaux dessins contre Thiers.

Daumier fut grand par son talent mais aussi parce qu'il exprimait les forces qui poussent l'histoire en avant. C'est ce que montre l'exposition.

Un colloque sur Daumier est organisé les 16 et 17 juin à la Maison de la culture de Grenoble.

Renseignements : M.C. Grenoble ou « Histoire et critique des Arts » ° P. 132 – 75422 – PARIS, Cédex 09.

THEATRE

Rouen

«*Requiem pour une vallée*»

Vu au gala de soutien des postiers du tri en grève à Rouen « *Requiem pour une vallée* » par le Théâtre de l'Étoupe, une pièce centrée sur la liquidation de l'industrie textile dans la vallée de l'Austreberthe en Normandie.

Une vision réaliste, un humour grinçant, la mise en évidence par l'absurde de la nécessité de l'unité de la classe ouvrière, le tout sur un rythme très soutenu, ne laissent pas une seconde d'inattention au spectateur.

La pièce se termine au choix des spectateurs, avec leur participation.

POLARS

Série noire parce que la société n'est pas rose

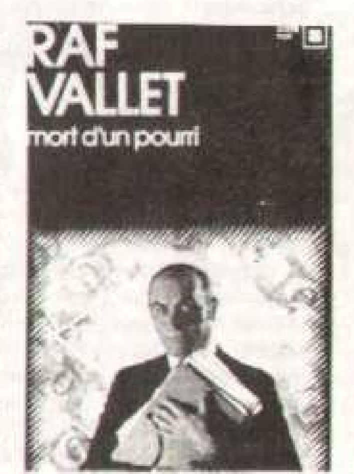
Il fourrait un peu trop son nez partout. Cela ne plaisait pas à tout le monde dans cette ville. On l'a retrouvé avec deux balles dans la tête au coin d'une rue sombre. Fin logique pour *Dolan*, le reporter dans le roman policier noir de Horace Mac Coy : « *Un linceul n'a pas de poche* ». Triste fin aussi pour le juge Renaud abattu par des truands lyonnais qui n'appréciaient guère son zèle.

Le roman policier de série noire, le polar du roman, qui colle à la réalité. Série noire, noire comme les rues de San Francisco ou de Lyon à l'heure des règlements de compte, noir comme le milieu où se mêlent truands, membres du pouvoir. Une littérature à haute tension qui claque comme une mitraillette, à l'image de ce monde de mystérieux où le silence est loi, qui vit du racket, trafic et proxénétisme. Un monde sombre où les bas-fonds ne sont pas loin des palais officiels.

Fini le fair play des romans policiers anglais. Dans le roman à énigme, le crime est commis une fois pour toutes. Tout le roman est basé sur l'enquête qui, à partir des indices, permet de retrouver le criminel. On l'arrête et tout rentre dans l'ordre, la société respire. Pour attiser l'intérêt du lecteur, l'énigme se corse, jusqu'au crime parfait commis dans un local clos.

Plus rien de tout ça dans les romans de série noire. Le gentleman-détective qui mène son enquête dans un château, la loupe à la main, la pipe à la bouche. C'est fini ! Ce n'est plus une loupe mais un colt que le privé tient à la main. Il ne raisonne pas sur des indices, il agit. Ainsi « *Moisson rouge* » de Dashiell Hammett montre le nettoyage d'une ville, Personville, par le privé. Ce n'est pas un seul cadavre qui est servi au lecteur pour l'enquête mais dix-sept. C'est l'aventure, le roman-poursuite, comme dans « *La clé de verre* », toujours de Dashiell Hammett, ou dans « *Pertes et fracas* » de Horace Mac Coy où John Conroy s'attaque à une grosse légume, Némo Crespi, pour faire place nette.

L'importance que prend le policier privé est due à la corruption de la police fédérale tenue par la mafia. Le privé, bien sûr, n'est pas innocent mais les particuliers font appel à lui parce qu'ils n'ont pas confiance dans la police d'Etat, trop corrompue.



On oublie souvent de la payer, il est tabassé sinon mitraillé par les truands, il lui arrive de dormir en prison et on peut même lui retirer sa licence. Autant dire que les flics marrons ne sont pas ses meilleurs alliés. C'est un peu un Don Quichotte.

Dialogue dans un commissariat :

— *Un coup de téléphone, Monsieur Marlowe, et vous seriez privé de votre licence. N'essayez pas de jouer au plus fin avec moi.*

— *Deux coups de téléphone et je me réveillerai dans le ruisseau avec la moitié du crâne enlevé.*

(Extrait de « *Sur un air de Navaja* » de Raymond Chandler.

Beaucoup de polars sont complaisants vis-à-vis de la police, des malfrats et de leurs trafics. Mais le roman policier noir est significatif d'une société dans laquelle les uns se remplissent les poches tandis qu'aux autres, elle n'offre que le chômage et l'exploitation.

Un genre se développe aussi en France, le pays du juge Renaud, de Spaggiari et de l'affaire De Broglie.

Léon CLADEL

« Mort d'un pourri », « Un Linceul n'a pas de poche », « La Légion des donneurs », trois romans sur la corruption de la société capitaliste.

Une violence à l'image de la société

Le roman policier noir : un genre créé par Dashiell-Hammett dans les années 1920 aux USA. Au pays d'Al Capone, du Watergate, là où plus qu'ailleurs la maffia et le crime sont étroitement liés à la « loi et au pouvoir » ! Nombre de ces romans dénoncent la corruption de l'Etat bourgeois. Ce genre s'est encore développé avec la crise économique et la prohibition. Plus que l'énigme du roman policier traditionnel, il montre les causes sociales qui poussent au crime et à la violence dans cette société.

Mac Carthy, au moment de la guerre froide et de la chasse aux communistes dans les années cinquante a interdit les livres de Hammett dans les bibliothèques et a fourré ce dernier en prison. C'est Marcel Duhamel, un ancien du groupe Octobre de 1936, qui a introduit le genre en France et a traduit ces romanciers. Des romans débraillés, violents, durs, à l'image de cette société. Certains montrent même l'imbrication entre la pègre et l'appareil d'Etat et l'utilisation que les bourgeois font des truands pour réprimer le peuple.

FESTIVAL DE CANNES

La machine à rêver ne produit plus que des cauchemars

Il pouvait briller le soleil sur la Croisette. Les écrans de ce 32e festival restaient désespérément sombres. Mais où sont-elles les comédies hollywoodiennes avec fin heureuse (happy end) obligatoire ? Disparues, évanouies dans la crise économique. La grande machine à rêver ne produit plus que des cauchemars ! L'enfer du Vietnam avec *Apocalypse Now* de Coppola, la terreur nucléaire avec *Le Syndrome chinois*, images glacées du fascisme avec *Le Tambour* et *Femme entre chien et loup*, la solitude d'un être écorché vif avec *Woyzeck*. Une société pourrie, menacée par le terrorisme et le fascisme, c'est l'image que donnent Fellini et Comencini dans *Répétition d'orchestre* ou *L'Embouteillage*, ou Risi dans *Cher papa*. De l'Ouest ou de l'Est, c'est la même musique, le chant triste de l'homme écrasé par un système qui le nie : Wajda, le réalisateur de *L'Homme de marbre* nous sert *Sans Anesthésie* qui décrit la destitution et le suicide d'un grand reporter. Même le rire est grinçant.

Doit-on rire de Woody Allen dans *Manhattan*, quand il nous montre la difficulté d'établir des rapports humains dans une société qui marche à l'envers ? Les quelques lueurs d'espoir dans cette nuit, curieusement, ce sont des USA et d'Italie qu'elles nous viennent. *Norma Rae* nous montre l'apprentissage de l'amitié, de l'amour et de la solidarité ouvrière par une jeune ouvrière dans une usine du sud des États-Unis. Dans *Eboli*, un médecin exilé dans un petit village de l'Italie du Sud par Mussolini découvre l'immense richesse du peuple et des petits paysans. Un cri d'espoir aussi, il nous vient de Yougoslavie. C'est *L'occupation en 26 images*. Ces films nous parlent principalement du peuple et des travailleurs.

Globalement, ces films témoignent de l'inquiétude des hommes et des travailleurs dans un monde qui connaît de nombreux bouleversements.

Le festival de Cannes, s'il est un marché où se négocient des kilomètres de pellicules au prix fort, constitue, de fait, un reflet de la production annuelle du cinéma mondial. Sur ces pellicules, on voit l'image déformée certes mais concentrée et amplifiée du choc de la classe bourgeoise et de la classe ouvrière, du pourrissement de la bourgeoisie et du système impérialiste. Malheureusement, une fois de plus, le tiers monde était quasiment exclu de ce festival.

Léon CLADEL

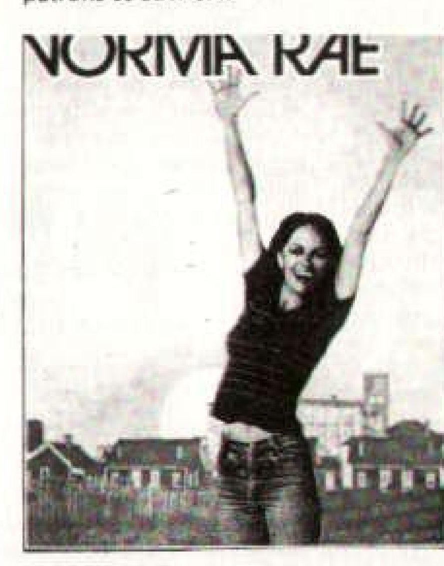
«Norma Rae»

Martin Ritt a réalisé des films sur les mineurs de Pennsylvanie *« « Traître sur commande »)*, des victimes du maccarthysme *(« Le Prête Nom »)*, sur les Noirs (*« Sounder », « Conrack »)*.

Dans *Norma Rae*, il montre la prise de conscience et l'apprentissage de la liberté par une jeune ouvrière du textile qui lutte pour implanter le syndicat au Sud des USA. Un film porteur d'espoir parce qu'il peint la classe ouvrière.

et «La moisson du ciel»

En 1916, aux USA, Bill, renvoyé de l'usine après une dispute avec le contremaitre, descend vers le Sud avec sa sœur et sa compagne pour faire les moissons. De très belles images sur les ouvriers agricoles aux USA dans les années vingt avec une histoire d'amour entre le fermier et Abby, histoire qui est aussi un moyen de peindre les rapports sociaux entre patrons et ouvriers.



Allemagne «Le tambour»

L'évocation du passé est souvent un moyen de mieux parler du présent. Est-il étonnant, dès lors, que Volker Schlondorff nous parle de la période du nazisme et des années trente au moment où tous les pays connaissent de graves difficultés économiques et où le préparatifs militaires s'accroissent en URSS et aux USA ? Un enfant, Oscar, refuse de grandir pour montrer son refus de la société marquée par la montée du nazisme. C'est le système fasciste qui est vu à travers le regard critique de cet enfant, singulièrement mûr, au milieu d'une société infantilisée. Schlondorff a déjà réalisé *Les Désarrois de l'élève Tœrless, La Soudaine richesse des pauvres gens de Kombach, Feu de paille* et *L'Honneur perdu de Katharina Blum*.

«Apocalypse now»

« Infernal, démesuré » : c'est ainsi qu'on pourrait qualifier *« Apocalypse Now »* de Coppola, palme d'or du festival. Une équipe technique de 450 membres, 260 jours de tournage, 27 millions de dollars de budget. Un capitaine des services secrets est chargé de liquider discrètement le colonel Kurtz (Marlon Brando).

Ce dernier, devenu fou, vit à la frontière cambodgienne dans un temple en ruine, au milieu d'une tribu de montagnards ; sur chaque marche du temple on trouve des têtes coupées. Le voyage de ce capitaine constitue la trame du film. Ils remontent le fleuve Nung.

C'est l'occasion de nous montrer la guerre du Vietnam dans toute son atrocité et son horreur. Un lieutenant-colonel fait raser un village de pêcheurs pour faire du surf sur la plage, il oblige une partie de ses soldats à surfer sous la mitraille. Il est habillé comme le colonel Custer, grand massacreur d'Indiens. Chaque méandre du fleuve nous révèle de nouveaux massacres. Progressivement les hommes de Willard sombrent dans la folie, la drogue et le désespoir.

A l'opposé du film de Cimino : *« L'Enfer »*, le film de Coppola dénonce l'atrocité de la guerre impérialiste. Il vient après *« Retour »* de Al Ashby : les conséquences de la guerre sur les anciens GI. Ce dernier film est démesuré, spectaculaire, à la mesure du doute qui saisit les Américains.



«Le syndrome chinois»

« Qu'arriverait-il si... », c'est le schéma qui est à la base de tous les films catastrophe. Qu'arriverait-il si pour des raisons de profit, on ne prenait pas les mesures nécessaires à la sécurité dans les centrales nucléaires ? Un accident se produit dans une centrale nucléaire à Ventana. Autorités, constructeurs vont essayer de faire la loi du silence. Mais deux journalistes ont tout filmé. C'est Jane Fonda et Jack Lemmon (prix d'interprétation masculine). Sur les écrans, au moment de *Three Misle Island*, ce film a fait 50 millions de dollars de bénéfices en six semaines. Il ne s'attaque pas au nucléaire mais pose le problème des mesures de sécurité indispensables à prendre, même si cela doit diminuer les profits des constructeurs. Servi par de très bons acteurs, il associe le suspens du film catastrophe au rythme du policier. Très efficace.



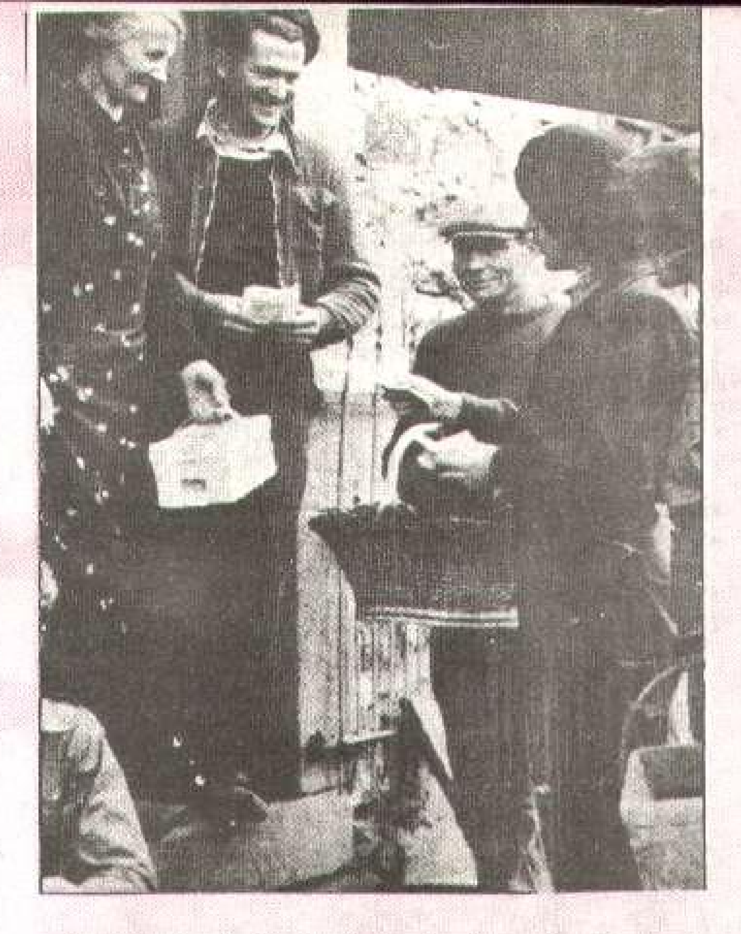
Italie «Le grand embouteillage»

Décidément, les cinémas se font écho d'un pays à l'autre. Tous dressent, à leur façon, un constat d'échec de la société. Dans *« L'Embouteillage »* de Comencini, la fuite en avant n'est même plus possible, la société est bloquée, immobilisée. On ne peut plus avancer et encore moins reculer. Et au bout d'un moment, les gens exacerbés vont se battre. Fellini, lui, veut alerter l'Italie sur les dangers qui la guettent : « l'anarchie », le désordre peuvent mener à la dictature. Chaque musicien veut jouer sa partition, les murs de la salle se couvrent de graffitis. Soudain, il y a un effondrement, des gravats qui tombent de partout, c'est l'aboutissement des coups sourds qu'on entendait depuis le début. Alors, le chef reprend sa baguette, il se met à crier avec la voix d'un dictateur fasciste. C'est le totalitarisme. A travers ces deux fables, c'est le même constat pessimiste. Mais Fellini donne plus d'importance à la responsabilité individuelle de chacun sans voir le système à la base.

Pays de l'Est «Sans anésthésie» et «Cher voisin»

Alors que dans l'*Homme de marbre*, le héros était tué au cours d'une révolte, ici, il se suicide. Le pessimisme augmente d'un cran. Contrairement à l'*Homme de marbre*, ici, le héros est désespérément seul, la lutte est impossible. Il s'agit d'un journaliste destitué du jour au lendemain, sans que personne ne puisse rien lui expliquer. Il perd son statut, son rang social, sa femme demande le divorce sans explication : les hommes sont manipulés par des forces obscures, l'État est tout puissant.

Voilà le reflet de la Pologne de Gierek, une Pologne où la classe ouvrière a été écartée du pouvoir. Dans *Cher Voisin*, du hongrois *Laszlo Szabo*, c'est la crise du logement et l'individualisme à Budapest qui nous sont décrits. Le voisin en question manipule et trompe tous les habitants d'un même immeuble (dont son père) à seule fin d'obtenir trois pièces au lieu d'une au moment d'être relogé. Décidément, les images venues de l'Est ne sont pas différentes de celles des autres pays européens !



TEMOIGNAGE

Vichy s'agitait beaucoup en ce printemps 1944, d'une agitation fébrile, désordonnée. La tension montait d'un cran : les patrouilles de miliciens étaient plus nombreuses. Quelques milliers d'entre eux était d'ailleurs cantonnés sur le terrain du champ de course. Ils avaient creusé aux principales entrées de la ville des nids de mitrailleuses et la passerelle en bois qui enjambait alors l'Allier était gardée jour et nuit par de très jeunes fascistes, bardés de cartouchières et de grenades. J'avais d'ailleurs eu la surprise d'y être arrêté par un de mes condisciples de collège, à peine plus âgé que moi qui m'avait pointé son revolver sur la poitrine et m'avait assuré que ses amis miliciens *« avaient fait la peau »* à mon père. J'étais rentré affolé chez mes parents. Car la menace pouvait être vraie. Je me sentais écrasé d'une terrible responsabilité. Quelque temps auparavant, n'avais-je pas osé siffler au collège l'hymne au maréchal. N'avais-je pas ainsi attiré la vengeance des pro-nazis ?

L'attitude tranquille de ma mère me rassura : bien que mon père soit parti depuis près de deux mois, je savais qu'elle avait quotidiennement de ses nouvelles. Je ne doutais pas un seul instant de l'efficacité de l'organisation de la Résistance : j'y avais pris moi-même une très modeste part *« en faisant le facteur »*, c'est-à-dire en allant porter des plis ou divers documents dans différentes « boites à lettres », disséminées dans la campagne bourbonnaise et auvergnate.

Fin mai, j'avais cessé ce genre de travail pour un autre plus fastidieux mais dont je savais l'importance. Un de mes camarades, dont le père travaillait à l'amirauté, disposait d'un poste-récepteur puissant qui, malgré les brouillages ennemis, captait avec netteté les messages codés venus de Londres. Or, le nombre de ceux-ci avait singulièrement augmenté depuis une semaine. J'en ignorais bien sûr le système de classement mais j'étais fasciné par leur diversité, leur contenu tantôt poétique, tantôt incongru et, surtout, par leur destination : à chacun d'eux correspondait une mission, une action. J'essayais dans mes rêves d'en reconstituer l'histoire, d'en imaginer les suites, d'y resituer dans l'action les quelques amis de mon père dont j'admirais le courage, la détermination. J'étais fier d'eux mais surtout je bouillais d'impatience de vieillir, de participer moi-même activement. Je n'étais pas seul à souffrir de mon âge : nous étions une petite bande de copains à dévorer les livres contant des histoires de libération, à confronter nos lectures, à bâtir des stratégies. Une grande carte d'Europe ornait le mur de ma chambrette. J'avais appris à y marquer les positions des troupes alliées. Un grand fil de laine rouge les reliait qui marquait les reculs de l'empire nazi et que nous tenions scrupuleusement à jour. De façon plus discrète, nous marquions aussi les lieux où la Résistance avait frappé : la multiplication des trous d'aiguille concrétisait visuellement la poussée irrésistible de la lutte contre l'envahisseur.

Notre propre détermination s'en trouvait fortifiée et, au collège, les quelques jeunes fascistes avaient cessé leur morgue. Nous mettions à notre actif le fait qu'ils n'osaient plus arborer les insignes hitlériens et nous jouions aux héros parce que nous faisions circuler clandestinement les tracts que nous avaient confiés des militants de la CGT et du PCF. Et nous mettions un soin particulier à entretenir et fortifier notre forme physique, assurés que nous étions d'entrer bientôt dans la bagarre.

Mon copinage avait cependant des limites et mes amis ignoraient totalement que je passais de longues veillées à recopier sur des feuilles de papier à cigarette les messages entendus que je devais déposer ensuite dans une boite aux lettres, à l'autre bout de Vichy, avant d'aller au collège. Or, le 1er juin (ou le 2 ?), un de ceux-ci devait revêtir une importance particulière puisque telle une punition d'écolier, j'avais eu à le recopier une quarantaine de fois. Je n'en oublierai jamais le texte : *« Les rainettes sont mûres »*. Pour sûr, un grand jour se préparait. Imaginez mon excitation !

Et le grand jour vint. Le 6 juin au matin, j'allais comme de coutume chez mon ami écouter la BBC ou Radio-Genève et la nouvelle éclata à mes oreilles. Sur mon chemin, une jeune femme (qu'elle était belle cette inconnue !) surgit dans la rue, vêtue d'un peignoir hâtivement enfilé et hurlant : *« Ça y est, ça y est, ils ont debar,ué »*. D'abord abasourdi par la nouvelle, je détalais très vite vérifier la magnifique annonce. Nous avons pleuré de joie, Pierre et moi et la voix de Maurice Schumann à Radio-Londres retentit encore à nos oreilles...

La suite nous est connue. Mais n'oublions pas que ce jour n'a été possible que grâce à l'héroïsme de milliers d'hommes et de femmes qui firent en sorte que la plupart des renforts nazis n'arrivèrent jamais sur les plages de Normandie. J'ai eu la chance d'en connaitre quelques-uns dont plusieurs sont tombés en martyr après d'atroces tortures. J'ai de la chance d'avoir de la mémoire.

Témoignage personnel de
Joël FABIEN.

J'avais 15 ans le 6 juin 44